



Nombre de conseillers
en exercice : 39

A l'ouverture de la séance

Nombre de présents : 28
Nombre de représentés : 10
Nombre de votants : 38

OBJET

Affaire n°2016-082

RAPPORT D'ACTIVITE
DES SERVICES 2015

NOTA / Le Maire certifie que :

- la convocation du Conseil Municipal a été faite le 30 mai 2016 et affichée le 30 mai 2016.

- le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le : 27 JUIN 2016

LE MAIRE



Olivier HOARAU

**EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

SÉANCE DU MARDI 7 JUIN 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE, le mardi sept juin, le Conseil Municipal du Port s'est réuni à la Mairie, après convocation légale sous la présidence de M. Olivier Hoarau, Maire.

Secrétaire de séance : Mme Anne-Laure Boyer.

Étaient présents : M. Olivier Hoarau Maire, Mme Dalila Mahé 2^{ème} adjointe, M. Bernard Robert 3^{ème} adjoint, Mme Annie Mourgaye 5^{ème} adjointe, Mme Annick Le Toullec 8^{ème} adjointe, M. Armand Mouniata 10^{ème} adjoint, M. Sergio Erapa 11^{ème} adjoint, M. Jean Paul Babef, M. Ludovic Latra, Mme Sonia Bitaut, M. Jean-Bernard Gaillac, Mme Danila Bègue, M. Alain Iafar, Mme Brigitte Laurestant, M. Jean-Hubert M'Simbona, Mme Karine Mounien, M. Wilfrid Cerveaux, Mme Karine Infante, M. Brandon Incana, Mme Bibi-Fatima Anli, Mme Anne-Laure Boyer, Mme Mikaëla Latra, M. Hary Auber, Mme Sabine Le Toullec, M. Daniel Vassinot, M. Henry Hippolyte, M. Patrice Payet, M. Patrick Jardinot, Mme Valérie Auber.

Absents représentés : Mme Paulette Lacpatia 1^{ère} adjointe (par M. Olivier Hoarau), Mme Jasmine Béton 4^{ème} adjointe (par Mme Dalila Mahé), M. Fayzal Ahmed Vali 6^{ème} adjoint (par M. Jean-Bernard Gaillac), Mme Cala M'Rhéhoury 7^{ème} adjointe (par M. Armand Mouniata), M. Jean-Claude Maillot 9^{ème} adjoint (par Mme Annie Mourgaye), M. Faustin Galaor (par Mme Danila Bègue), Mme Catherine Gossard (par Mme Anne-Laure Boyer), Mme Dorisca Tiburce (par M. Jean-Hubert M'Simbona), Mme Mémouna Patel (par Mme Sabine Le Toullec).

Arrivée (s) en cours de séance : Mme Mikaëla Latra à 17h38.

Départ (s) en cours de séance : Mme Bibi-Fatima Anli à 17h49 et M. Sergio Erapa à 18h51.

Absente : Mme Firose Gador

.....
.....

RAPPORT D'ACTIVITE DES SERVICES 2015

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le rapport présenté en séance le mardi 07 juin 2016 relatif au bilan d'activité des services présentant les réalisations marquantes de l'année 2015,

Après en avoir débattu,

DÉCIDE

Article 1 : de prendre acte du rapport d'activité des services de l'année 2015.

**POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE**



Olivier HOARAU

VILLE DU PORT



RAPPORT D'ACTIVITE DES SERVICES 2015



Ville du Port
9, rue Renaudière de Vaux - BP 62004
97821 Le Port Cedex

SOMMAIRE

Introduction.....	3
Les Orientations Politiques	4
Les Directions Administratives	6
L'Organigramme de la Collectivité	6
La Direction des Ressources et Relations aux Usagers	7
La Direction de l'Aménagement et de la Vie Locale.....	22
La Direction Générale des Services Techniques.....	35
Le CCAS.....	49

INTRODUCTION

Face à la perte substantielle de recettes (baisse des dotations de l'Etat et de l'intercommunalité) et à l'augmentation des charges de fonctionnement de la Ville, la programmation budgétaire 2015 s'est avérée particulièrement contrainte.

Toutefois, soucieuse de répondre aux enjeux de territoire, la Municipalité a fait le choix d'axer son action sur la proximité et le développement ou le renforcement de partenariats avec les opérateurs institutionnels, économiques et associatifs (CAF, Etat, DAC OI, etc.). Plusieurs dispositifs ont ainsi été contractualisés :

- La Convention territoriale globale,
- Le Contrat de ville,
- Le Projet éducatif de territoire,
- Le Pacte culture,
- Le Contrat territoire lecture,
- La Convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

Dans un contexte financier contraint pour l'ensemble des administrations publiques locales et des citoyens, l'emploi a été, dès 2015, fléché comme l'une des grandes priorités de la mandature. Pour adapter l'administration aux besoins de la population, un vaste programme de modernisation des services communaux a également été entrepris.

Ce rapport a pour objectif de présenter les réalisations marquantes de l'année écoulée et de parfaire l'information des citoyens sur les engagements pris par la Municipalité.

LES ORIENTATIONS POLITIQUES

ORIENTATIONS POLITIQUES	AXES STRATEGIQUES	DGA	Directions
<i>1/ Construire une ville solidaire et sûre</i>	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle	AVL*	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion économique et sociale • Epanouissement humain
	Soutenir les familles	AVL RRU*	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion économique et sociale • Vie éducative • Relations aux usagers
	Développer la citoyenneté (prévention de la délinquance, valeurs de la République, etc.)	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion économique et sociale
	Développer l'accès à la culture et au sport et l'animation de proximité	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Epanouissement humain
	Favoriser l'accès aux soins	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion économique et sociale
	Promouvoir la réussite éducative	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Vie éducative
	Assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique	RRU	<ul style="list-style-type: none"> • Affaires générales
<i>2/ Construire une ville attractive et un territoire urbain d'excellence</i>	Améliorer les conditions de circulation	DGST*	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures
	Garantir l'accès à une eau de qualité	DGST	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures
	Construire et réhabiliter le patrimoine bâti	DGST	<ul style="list-style-type: none"> • Patrimoine bâti • Travaux de proximité
	Développer et promouvoir la qualité du cadre de vie	DGST AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement • Aménagement du territoire
	Poursuivre le renouvellement urbain	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement du territoire
	Proposer une offre culturelle et sportive de référence	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Epanouissement humain
	Favoriser le développement économique des quartiers	AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Cohésion économique et sociale

<i>3/ Rationaliser, moderniser, sécuriser la gestion de la collectivité</i>	Assurer une gestion saine et efficace des fonds publics et du patrimoine communal	RRU AVL	<ul style="list-style-type: none"> • Finances • Aménagement du territoire
	Sécuriser les actes de la collectivité	RRU	<ul style="list-style-type: none"> • Affaires générales
	Organiser, optimiser, valoriser la ressource humaine	RRU	<ul style="list-style-type: none"> • Relations humaines et sociales
	Offrir aux usagers (administrés et agents) un accueil de qualité et des moyens de communication efficaces.	RRU	<ul style="list-style-type: none"> • Relations aux usagers Information et technologies

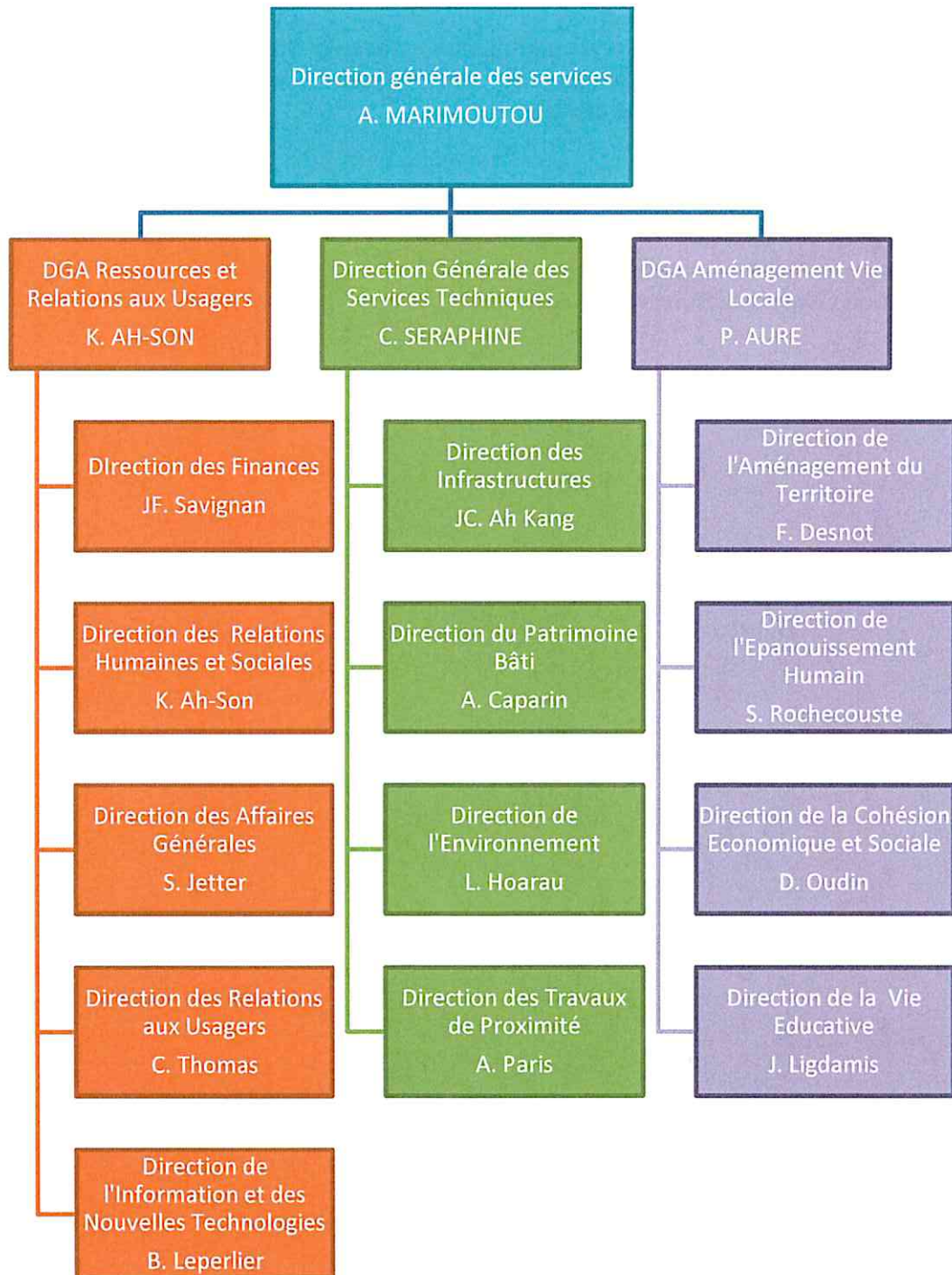
*AVL : Aménagement Vie Locale

*RRU : Ressources et Relations aux Usagers

*DGST : Direction Générale des Services Techniques

LES DIRECTIONS ADMINISTRATIVES

A- L'Organigramme de la Collectivité



B- La Direction Générale Adjointe Des Ressources Et Relations Aux Usagers (RRU)

I. Présentation des directions et missions

La direction générale adjointe des services Ressources et Relations aux Usagers (RRU) est composée de trois directions supports et deux directions au service de la population.

A) Les directions

La Direction Générale adjointe des Services Ressources et Relations aux Usagers (D.G.A.S R.R.U) comprend :

- ✓ La Direction des Ressources Humaines et Sociales,
- ✓ La Direction des Affaires Générales,
- ✓ La Direction de la Relation aux Usagers,
- ✓ La Direction de l'information et des technologies,
- ✓ La Direction Financière.

B) Les Missions

- ✓ La Direction des Ressources Humaines et Sociales

Elle assure trois missions principales :

- Adapter la ressource humaine aux besoins de la collectivité,
- Accompagner l'agent tout au long de sa carrière : paie, carrière, formation, etc.,
- Garantir la santé et la qualité de vie de l'agent au travail.

- ✓ La Direction des Affaires Générales

Elle assure deux missions :

- Veiller à l'application des procédures, de la réglementation et du cadre juridique,
- Sécuriser et accompagner la prise de décision au sein de la collectivité.

- ✓ La Direction de la Relation aux Usagers

Ses missions principales sont au nombre de deux :

- Accueillir les usagers (physiquement au guichet, au téléphone, par courrier postal ou électronique) dans un souci constant d'amélioration de la qualité du service rendu,
- Mettre à jour les registres de l'Etat civil en garantissant la fiabilité des actes et organiser les élections.

- ✓ La Direction Financière

Ses activités s'articulent autour des missions suivantes :

- Déterminer les capacités budgétaires de la Collectivité,

- Rendre compte de l'exécution du budget,
- Mandater dans les délais,
- Recouvrer les créances (titres),
- Animer, avec les services, le processus d'élaboration et d'ajustement du budget,
- Optimiser le recouvrement des recettes.

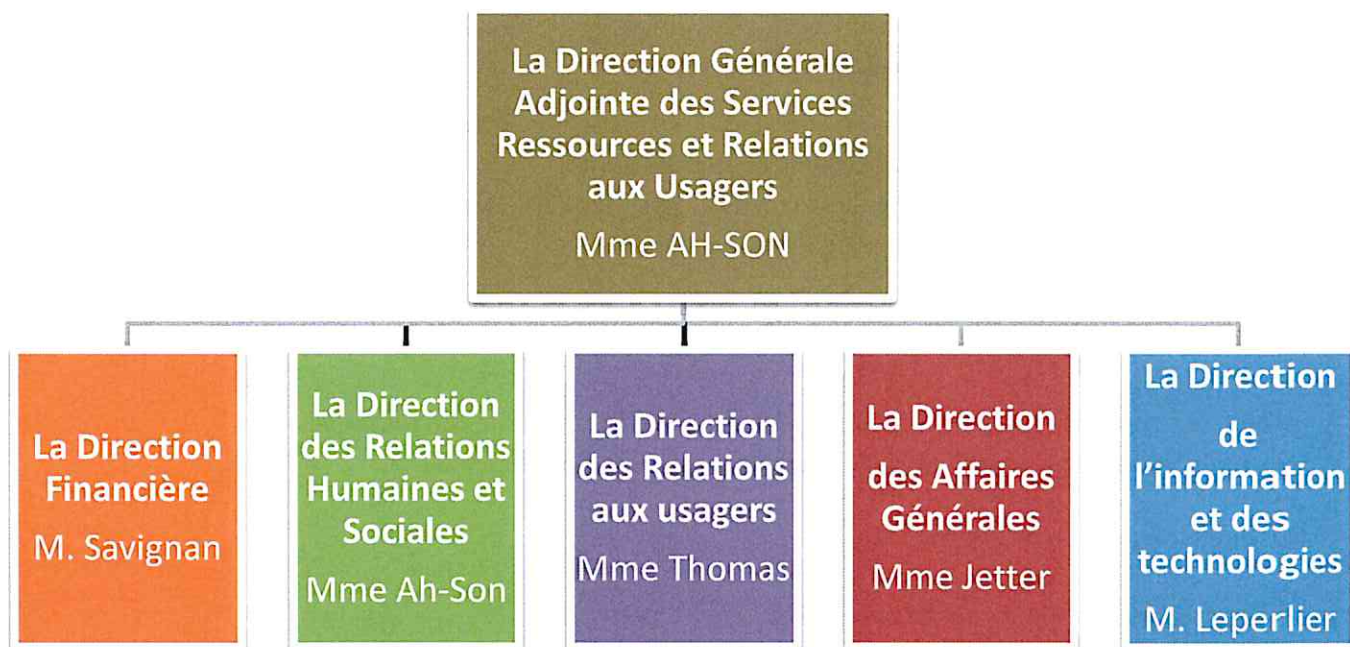
✓ La Direction de l'Information et des Technologies

Ses missions sont au nombre de trois :

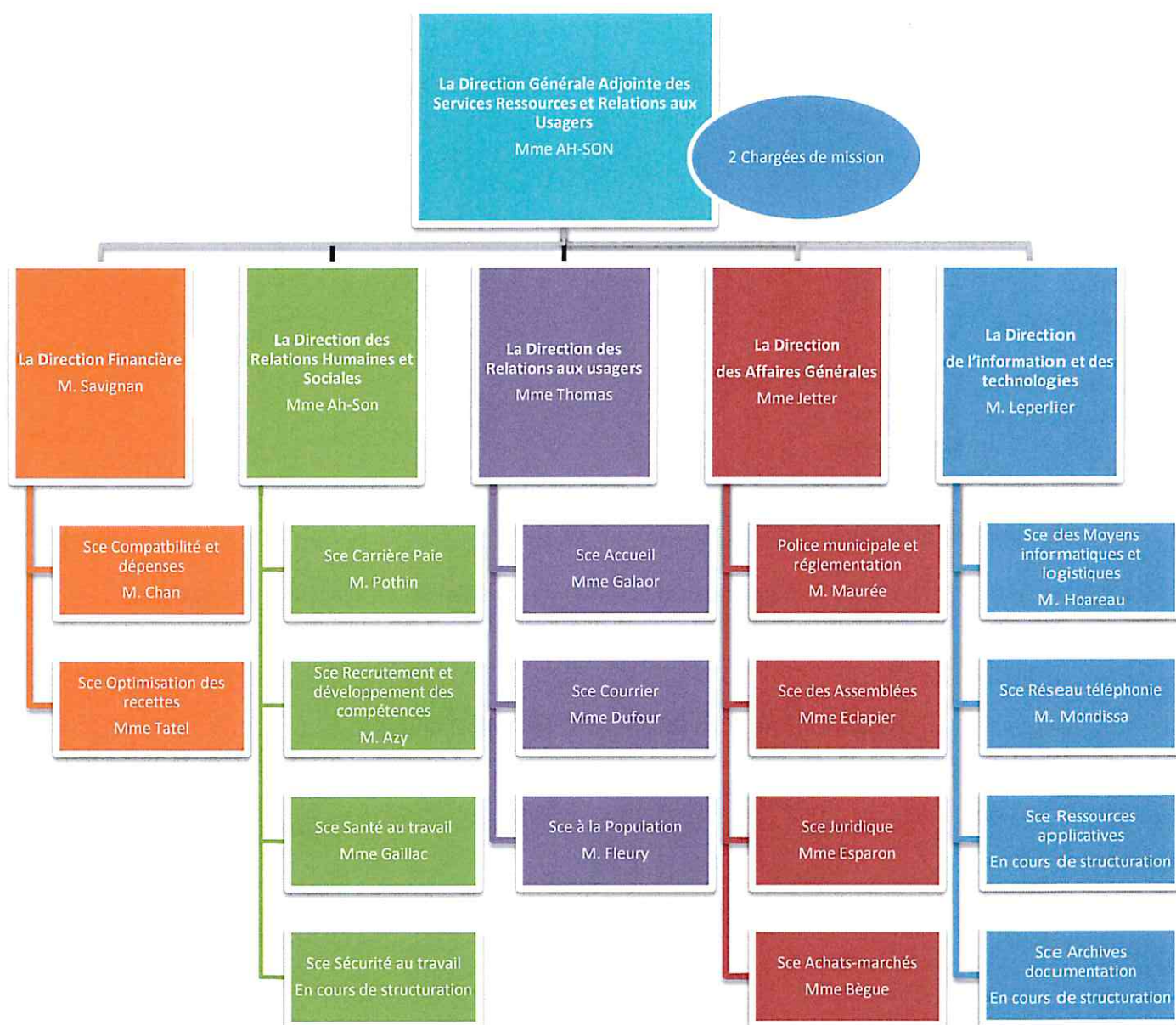
- Gouverner et faire la promotion des systèmes d'information en adéquation avec les objectifs stratégiques de la Collectivité,
- Gérer la maintenance du parc informatique et téléphonique,
- Elaborer la politique documentaire et archivistique.

2. Organigramme

A) Vue globale



B) Schéma détaillé



3. Les bilans d'activité

3.1 La Direction des Ressources Humaines et Sociales

La Direction des Ressources Humaines et Sociales (D.R.H.S) gère les effectifs de la Ville ainsi que ceux du Centre Communal d'Action Sociale.

Elle se compose à ce jour de quatre services, un cinquième (service sécurité au travail) est en cours de structuration.

La rédaction du bilan social 2014 / 2015 étant actuellement en cours de finalisation, plusieurs chiffres clés peuvent être soulignés pour l'année 2015 :

✓ Activités ressources

La direction a rédigé **1 361 arrêtés**, réceptionné **5 325 courriers**. On dénombre **6 334 visites** soit une moyenne de 28 visites par jour.

✓ Focus sur les stages

La direction a organisé l'accueil de **411 stagiaires** non-rémunérés. Il convient de souligner que ce chiffre est en augmentation de plus de **14%**.

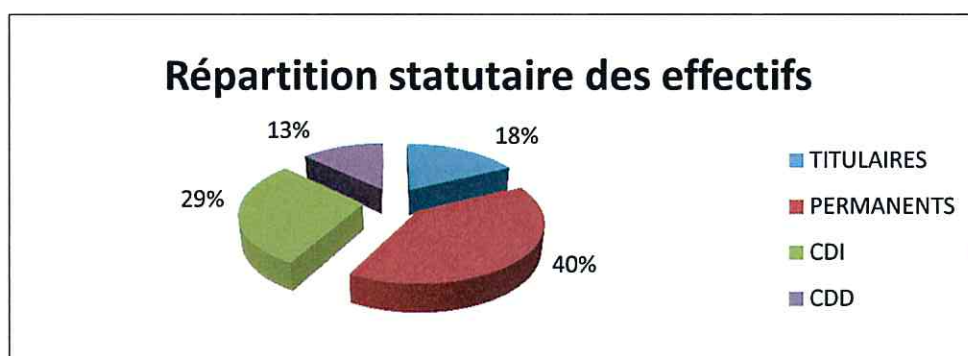
✓ Mobilité

On dénombre du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 :

- L'arrivée de **76 agents** ;
- Le départ de **17 agents** ;
- **94 agents** en situation de mobilité interne.

✓ Les dépenses du personnel et la répartition des effectifs

La Ville et le CCAS comptent **1 407 agents** (tous statuts confondus) au 31 décembre 2015 pour un montant global de **40 593 054€** (31 389 886 € pour la Ville et 9 203 168€ pour le CCAS).



✓ La rémunération des agents

Le salaire net moyen annuel pour l'année 2015 s'élève à **1 647 euros**.

34 000 heures supplémentaires ont été recensées pour un coût annuel de **656 000€** auxquels s'ajoutent les **155 509 euros** d'astreintes payées.

✓ Santé des agents

On dénombre **549 visites médicales** pour l'année 2015.

Au sein des effectifs, **41 agents** sont reconnus **travailleurs handicapés**, **47** détiennent le titre de **sauveteur secouriste au travail (SST)** et **7** de **préventeur hygiène et sécurité**.

✓ Absences des agents (hors CO, RTT, Récupérations, Formations)

- Congés pour maladie

571 agents ont été placés en **maladie ordinaire** (pour un coût annuel moyen de 593 300€) et **19** en congés longue maladie.

- Accidents de travail et maladies professionnelles

On comptabilise **51 accidents de travail** (pour un coût annuel de 94 133€), **16 accidents de trajets** et **3 agents** atteints de maladie professionnelle.

- Congés maternité et paternité

17 agents ont bénéficié d'un **congé maternité** et **7** d'un **congé paternité**.

- ✓ Formation des agents

Dans le cadre du plan de formation, **474 agents** ont bénéficié au moins d'une formation CNFPT. **38 sessions de formation en intra** ont été organisées pour **570 agents**.

- ✓ Instances consultatives

La direction s'est chargée d'organiser :

- 2 comités techniques (CT),
- 3 commissions administratives paritaires (CAP),
- 2 comités d'hygiène et de sécurité (CHS).

3.2 La Direction des Affaires Générales

La Direction des Affaires Générales est composée de 5 services.

➤ La Police Municipale et les agents de surveillance de la voie publique

Les agents du service « police municipale » sont chargés « d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques » afin de renforcer la cohésion et le lien de proximité dans les quartiers.

L'année 2015 a été l'année de la mise en place de la police municipale (recrutement de deux policiers municipaux) et de la dotation en moyens humains et matériels du service.

Les policiers municipaux sont assistés dans l'exécution de leurs missions par trois agents de surveillance de la voie publique.

Les champs d'intervention sont très variés et vont de l'enlèvement des véhicules hors d'usage (VHU) du domaine communal au contrôle du respect des arrêtés de circulation en passant par la gestion des occupations temporaires du domaine public communal et le respect des règles en matière d'environnement (dépôts sauvages).

En 2015, en complément des diverses missions conduites dans le cadre de la surveillance quotidienne de la voie publique et des différentes manifestations, les agents du service ont **verbalisé 376 véhicules** (stationnement gênant) sur la commune et ont dressé **158 rapports de constatation** principalement pour nuisances sonores, olfactives, occupation illégale du domaine public, divers dépôts sauvages ou présence de véhicules hors d'usage.

Les rapports de constatation ont donné lieu à l'envoi de courriers dans moins d'une trentaine de cas, conformément au tableau ci-dessous.

Procédures	Nombre
Mise en demeure pour nuisances sonores	7
Mise en demeure pour nuisances olfactives	6
Mise en demeure aux bailleurs pour différentes nuisances	3
Mise en demeure pour occupation illégale du domaine public	3
Mise en demeure de paiement de redevance pour occupation illégale du domaine public	3
Conflit de voisinage (orientation vers la Maison du Citoyen)	2
Mise en demeure pour dépôts de gravats sur le domaine public	2
Transfert de plainte au Commissariat	1
Demande de réaménagement de trottoir	1

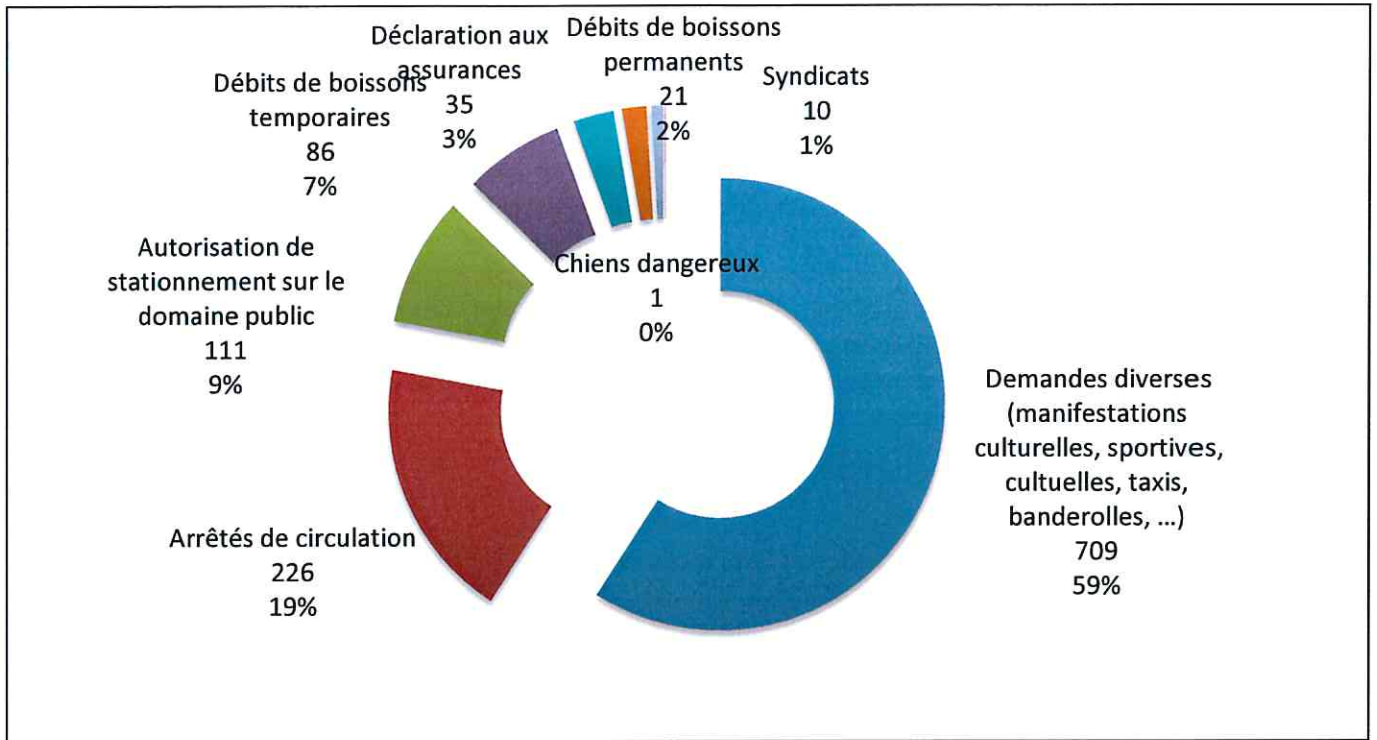
Le renforcement de l'équipe par le recrutement d'un troisième agent est prévu courant 2016.

➤ Le Service Réglementation

Le champ d'intervention du service Réglementation est large et consiste principalement à :

- Faire procéder à l'enlèvement des véhicules hors d'usage sur le domaine public communal en collaboration avec les services municipaux (environnement et police municipale) et intercommunaux (TCO),
- Faire procéder au nettoyage des parcelles en état d'abandon (parcelles privées),
- Etablir les arrêtés de circulation,
- Etablir les arrêtés portant réglementation d'un site (ERP),
- Enregistrer les déclarations de fêtes organisées au domicile des administrés et les déclarations de processions culturelles,
- Traiter les déclarations de chiens dangereux,
- Traiter les déclarations de débits de boissons permanents et les demandes de débits de boissons temporaires,
- Gérer les autorisations de stationnement des taxis,
- Organiser la réalisation des enquêtes publiques,
- Gérer les demandes d'occupation temporaires du domaine public communal,
- Gérer les assurances.

L'activité du service en 2015 se présente comme suit :

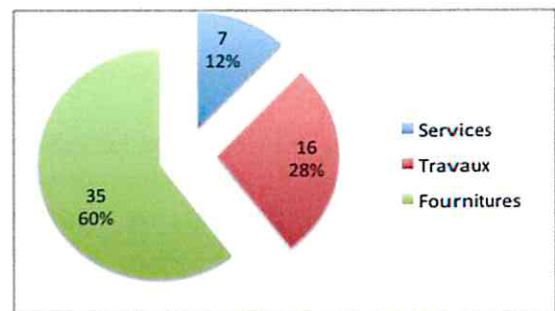
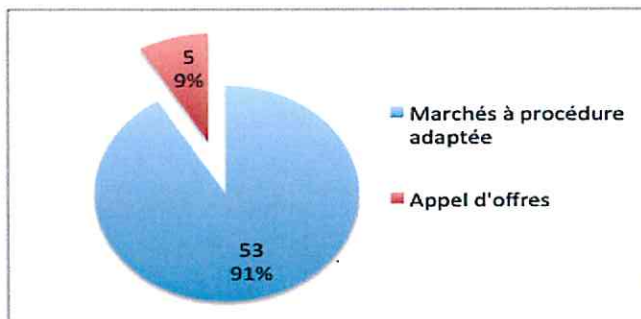


➤ Le Service Achats Marchés

Le Service achats marchés assure deux missions principales :

- **Sécuriser l'achat public** à travers le pilotage des procédures, le suivi de l'exécution des contrats et le contrôle des attestations fiscales et sociales des entreprises. Cette mission passe notamment par la rédaction d'un guide de procédure interne en matière d'achat public ;
- **Développer la culture achat** en renforçant la fonction achat en soutien aux services opérationnels et le lien Ville-entreprises, à travers la gestion du magasin municipal et la mise en place d'une stratégie du bon achat.

En 2015, le service a notifié 58 marchés dont les caractéristiques sont les suivantes :



En 2015, en complément des marchés, le service a géré, en lien avec les services gestionnaires :

- 5 commissions d'appels d'offres,
- une douzaine d'avenants aux marchés en cours,
- 16 actes de sous-traitance,
- près de 1 800 demandes de bons de commande,

- plus de 600 courriers arrivés et près de 600 courriers départ.

➤ **Le Service Juridique**

Le Service juridique contribue à la définition et à la mise en œuvre de toutes les initiatives de la Commune à travers son double rôle de conseil juridique et de représentant de la Collectivité devant les juridictions.

Dans un contexte plus général, le Service juridique participe à l'amélioration des différents dispositifs internes notamment dans le domaine de la sécurisation des conventions et veille à la défense des intérêts de la Commune en travaillant de concert avec les auxiliaires de justice.

Le service juridique est régulièrement associé aux travaux préparatoires des actes des services afin de veiller à la cohérence juridique et à la légalité des décisions prises par la Commune.

Logements et locaux

La Ville est propriétaire d'un certain nombre de biens immobiliers sur le territoire, ce patrimoine n'était pas recensé dans une base de données. En 2015, le travail de recensement a été réalisé. A ce jour, il convient de poursuivre cette démarche en réalisant des fiches d'identité pour chaque bien (surface, état, affectation, destination, classification ERP ou non, etc...). Ce travail sera poursuivi par le service foncier, nouvellement constitué.

Pré-contentieux et contentieux

24 affaires dont 16 en gestion interne sont suivies par le Service.

Deux sont en attente de la tenue de l'audience prévue début 2016. Les affaires restantes sont en cours d'instruction.

Contrôles de légalité de la Préfecture

En 2015, le service juridique a été sollicité 1 fois pour répondre aux contrôles de légalité en matière de marchés publics.

Mission de conseil juridique interne

Le service juridique a rédigé 35 notes juridiques et 75 liées aux problématiques de patrimoine.

➤ **Le Service Des Assemblées (SDA)**

Le Service des Assemblées assure les missions suivantes :

- Participer à l'organisation des séances du Conseil municipal,
- Assurer le suivi des commissions et des établissements publics (syndicats intercommunaux SIAPP, SIVU Endiguement de la Rivière des Galets et caisse des écoles),
- Veiller à la désignation des élus dans les instances (lors du renouvellement général des conseils municipaux, en cas de décès, démission ...),
- Assurer la transmission des actes au contrôle de légalité,
- Gérer le Recueil des actes administratifs et le registre des délibérations.

En 2015, le Conseil municipal s'est réuni 9 fois (pas de Conseil municipal en janvier, mars, juillet, décembre). 151 délibérations ont été recensées.

Date de la séance	Nombre de DCM
3 février	17
7 avril	24
5 mai	13
2 juin	9
30 juin	22
4 août	16
2 septembre	15
6 octobre	16
3 novembre	19
TOTAL	151
Moyenne/séance : 16 rapports	

De manière complémentaire, 43 séances de commissions se sont réunies auxquelles s'ajoutent 12 réunions d'établissements.

3.3 La Direction des Relations aux Usagers

La direction est composée de 3 services.

➤ Le Service à La Population

Le service est constitué de 5 cellules :

- Cellule Etat Civil,
- Cellule CNI-Passeport,
- Cellule Formalités Diverses,
- Cellule Electoral,
- Cellule Funéraire.

✓ Cellule Etat Civil

Récapitulatif des naissances

Désignation	Masculin	Féminin	Total
Enfant	554	590	1144
Dont intra-muros	177	191	368
Dont extra-muros	377	399	776
Changement de nom	45	37	82

Récapitulatif des reconnaissances

Désignation	Masculin	Féminin	Indéterminé	Total
Avant naissance	0	0	52	52
Après naissance	146	94	0	240
Total actes	146	94	52	292

Récapitulatif des mariages

Désignation	Total
Hôtel de Ville	127
Annexe Rivière des Galets	0
Total actes	127

Récapitulatif des décès

Désignation	Masculin	Féminin	Total
Intra-muros	61	50	111
Enfant sans vie	07	02	09
Transcription de décès	75	35	110
Total actes	143	87	230

Mairie Annexe de la Rivière des Galets

Désignation	Total
Naissances (changement de nom)	06
Reconnaisances	20
Mariages	00
Décès	03
Transcriptions de décès	01
TOTAL ACTES	30

Autres opérations de l'état civil

✓ Mentions : Nombre de mentions apposées : 1821.

✓ Livret de famille

Nombre de livrets de famille délivré :

- Mariages : 127,
- Naissances : ± 700,
- Duplicatas : ± 1250.

✓ Cellule CNI / Passeport

- CNI émis : 2088,
- Passeports émis : 3637.

✓ Cellule Formalités Diverses

- Demandes de renseignements : ± 600,
 - Légalisations de signatures : ± 700,
 - Attestations d'accueil : 408,
 - Certificats de résidence : 73,
 - Attestations de changement de résidence : 34,
 - Certifications conformes : 17,
 - Certificats de vie : 2.
- ✓ Cellule Électorale
- Inscriptions : 985 dont 557 d'office,
 - Radiations : 497,
 - Modifications : 68,
 - Convocations des délégués à la commission électorale : 98,
 - Tirage au sort des jurés d'assises : 1 (20 mai 2015),
 - Commissions administratives : 7.
- ✓ Cellule funéraire

	Inhumations				Demandes de travaux	Demandes de concessions			
	Tombe	Columbarium	Caveau 4 places	Caveau 6 places		Tombe	Columbarium	Caveau 4 places	Caveau 6 places
Cimetière marin	56	/	/	/	20	14	/	/	/
Cimetière paysager	137	9	3	1	16	63	6	2	0

➤ Le Service Courrier

Le service courrier assure six missions principales et est divisé en deux cellules (une cellule administrative et une cellule transmission de plis) :

- ✓ La gestion du courrier arrivé,
- ✓ L'accueil physique et téléphonique,
- ✓ La numérisation des courriers départ et l'affranchissement,
- ✓ La gestion des transmissions et récupération des documents administratifs via la cellule coursiers,
- ✓ Le placement d'office pendant les heures de bureau.

Les chiffres clés :

- ✓ **16 995 courriers arrivés enregistrés,**
- ✓ **5 967 courriers départ.**

➤ Le Service Accueil

Le service accueil assure aussi bien l'accueil physique (banque d'accueil) que téléphonique (standard).

Quelques chiffres clés :

- Environ 3700 personnes consignées au registre d'accueil sont passées par la banque d'accueil,
- 65% des personnes accueillies se sont rendues à la DRH pour déposer un CV, prendre un RDV ou se renseigner sur la suite donnée à une demande d'emploi ou autre,
- 35% d'entre-elles se sont rendues à des RDV avec le Maire ou un élu ou à une réunion,
- En moyenne, 10 courriers sont déposés chaque jour à l'accueil contre la délivrance d'un récépissé,
- Plus de 5000 appels sont réceptionnés au standard de la mairie mensuellement,
- Moins de 10% des appels sont perdus,
- 6 Stagiaires ont été accueillis au standard et à la banque d'accueil en 2015.

Les actions menées en 2015 :

- Le lancement de la démarche Qualiville,
- Le fleurissement de la banque d'accueil,
- L'affichage des dates du Conseil municipal et des horaires de la mairie,
- La réception des courriers au guichet d'accueil avec délivrance d'un récépissé,
- La réalisation d'un guide des démarches administratives en ligne dans le dossier partage pour les agents du service population, l'accueil physique et téléphonique,
- La réalisation d'un guide d'accueil physique et téléphonique.

3.4 La Direction Financière

La Direction Financière est composée de 2 services :

➤ **Le Service Comptabilité et Dépenses (SCD)**

Le SCD est chargé de la comptabilité en dépenses. Ce volet comprend la gestion de l'engagement comptable, le traitement des factures et des engagements financiers pris par la Collectivité (subventions aux organismes en particulier). Le service est également en charge de la tenue des documents et annexes budgétaires dont le suivi des opérations comptables (amortissements, subventions transférées etc.).

➤ **Le Service d'Optimisation des Recettes (SOR)**

Le SOR est responsable du volet comptable en matière de recettes et d'encaissement des subventions. Il a également en charge le volet fiscalité au travers notamment de la mise à jour des bases fiscales et de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure.

L'année 2015 a été principalement marquée par la réflexion sur la structuration du projet de direction et la création de deux services suite à la mise en place du nouvel organigramme de la Collectivité.

En 2015, la Direction des finances a mis l'accent sur l'accompagnement des agents afin de développer une logique d'intervention transversale sur les dossiers et de limiter leur « hyper spécialisation ». En préfiguration du guide de procédures, la démarche de formalisation des fiches de procédures internes à la DF a débuté.

L'exercice 2015 a également été marqué par la mise en place du nouveau Protocole d'Echanges Standardisés (PES V2). Ce nouveau protocole constitue le support du processus de dématérialisation des flux avec le Trésor Public. Cette phase de mise en place s'est traduite par un travail approfondi sur le fichier des fournisseurs et des débiteurs.

Plusieurs dossiers spécifiques ont également été traités :

- L'intégration et la mise à jour des nouvelles annexes budgétaires sur l'emprunt et les APCP,
- La renégociation de l'emprunt toxique a fait l'objet d'un suivi tout au long de l'année donnant lieu à une contractualisation début de 2016,
- La préparation du recensement 2016 géré pour la première fois par le SOR,
- La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure : une première étape a permis de formaliser la base de données, les procédures à appliquer et les supports d'intervention (courriers types, formulaires de déclaration etc.). Une première phase de taxation a été lancée,
- Le recensement des projets servant de base à la construction de la PPI et de la PPF sur la mandature.

QUELQUES CHIFFRES :

- 8 000 mandats (hors charges de personnel) ont été effectués,
- 132 titres réalisés,
- 17 délibérations (délibérations budgétaires, rapport annuel de la dette, admissions en non-valeur, provisions) élaborées.

3.5 La Direction de l'Information et des Nouvelles Technologies

Rattachés à la direction générale des services, les services archives, documentation, informatique, téléphonie, ont intégré depuis le 1^{er} juin 2015 une nouvelle direction : La Direction de l'Information et des Nouvelles Technologies.

Dans le cadre de cette nouvelle organisation, la nouvelle direction s'organise autour de cinq services :

- Le service des Moyens Informatiques et Logistiques (SMIL),
- Le service Ressources Applicatives (SRA),
- Le service Réseaux et Téléphonie (SRT),
- Le service Archives (ARCH),
- Le service Documentation (DOC).

Les grandes missions assignées à la direction :

- Gouverner et faire la promotion des systèmes d'information en adéquation avec les objectifs stratégiques de la collectivité,
- Gérer la maintenance du parc informatique et téléphonique,
- Elaborer la politique documentaire et archivistique.

L'année 2015 a été marquée par :

ACTIONS PHARES 2015	
SMIL	Renouvellement partiel du parc informatique Equipement des salles de réunion : CCAS, Sport, Cabinet, Environnement Equipement des écoles
SRA	Livraison d'un nouveau site Internet Reconfiguration du circuit GED + application parapheurs + application agenda
SRT	Lancement d'un nouveau marché Câblage service environnement, Gestion des consommations
DOC	Refonte de l'offre documentaire en développant les supports numériques 3990 articles de presse indexés Gestion et circulation des revues et mises à jour
ARCH	Poursuite de la relance de l'archivage papier : 524 boîtes traitées, 759 photos indexées, 112 recherches effectuées, 3 tonnes de documents détruits.
Transversales	Ecriture du projet de direction et réorganisation des services Signature des conventions Très haut débit : ZEOP, SFR (janv. 2016) Recrutement CIL/PRADA

4. Les projets de mandature

Qualiville

L'année 2015 a été celle du lancement de la démarche « Qualiville » par le service accueil rattaché à la direction des relations aux usagers.

Les principales actions menées sont :

- La présentation d'une note au Maire sur la démarche « Qualiville »,
- La validation par le Conseil municipal du 04 août 2015 de l'engagement de la Ville dans cette démarche,
- La présentation du projet au séminaire du 21/09/2015 et en CTP du 06 octobre 2015,
- La commande d'un diagnostic auprès de la société 02P.

La création de la police municipale

La création du service de police municipale s'est traduite par l'embauche de deux policiers municipaux et l'acquisition de moyens matériels.

Sont rattachés au service de la police municipale, trois agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP).

Ce mode organisationnel présente plusieurs avantages :

- Permettre aux trois policiers municipaux de couvrir l'ensemble du territoire et d'assurer une présence dissuasive dans une démarche de prévention, de sécurisation et de dialogue. La verbalisation des infractions au code de la route (stationnement gênant et abusif) restant la compétence des ASVP comme cela se fait dans de nombreuses communes,

- Les ASVP sont également commissionnés aux codes de l'urbanisme, de l'environnement et de la santé publique,
- Les ASVP, contrairement aux policiers municipaux, sont des agents contractuels,
- Un ASVP pourrait suppléer un policier municipal notamment dans l'hypothèse d'un manque d'effectif lié à un agent malade ou en congé (les policiers municipaux devant se déplacer à 2 pour des raisons de sécurité).

Le règlement intérieur relatif à la police municipale est en cours de rédaction.

✚ Le lancement de l'entretien professionnel et l'élaboration des fiches de poste

La Direction des Ressources Humaines et Sociales a mis en œuvre, conformément au décret du 16 décembre 2014, la démarche d'entretien professionnel pour l'ensemble des agents de la Collectivité affectés sur des postes permanents. Quantitativement, cela représente la production de plus de 1071 dossiers (réalisés en double exemplaire) comprenant :

- La convention nominative,
- Une fiche de poste par agent,
- Le dossier d'entretien professionnel nominatif (dont le compte-rendu d'entretien).

✚ L'ouverture de la nouvelle mairie annexe de la Rivière des Galets

La direction des relations aux usagers a, en lien avec la direction technique, mené à bien le projet de restructuration de la mairie annexe de la Rivière des Galets, détruite par un incendie lors des émeutes de 2013.

✚ La réalisation d'un audit RH

La société C_ohm9 sur demande de la collectivité et en étroite collaboration avec les services de la Direction des Ressources Humaines et Sociales ainsi que les cadres administratifs et techniques de la Ville a réalisé un audit et formulé un certain nombre de préconisations pour 2016.

✚ Le recrutement en contrats d'apprentissage de personnes porteuses d'un handicap

Dans le cadre de sa politique en faveur de personnes porteuses d'un handicap, la Ville a signé trois contrats d'apprentissage avec l'Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA).

✚ La création d'un nouveau site internet

La collectivité s'est dotée d'un nouveau site internet opérationnel depuis octobre 2015.

C- La Direction Générale Adjointe de l'Aménagement et de la Vie Locale (AVL)

I. Présentation des directions et missions

La Direction Générale Adjointe de l'Aménagement et de la Vie Locale (DGA-AVL) est composée de quatre directions et d'un chargé de mission transversale.

A) Les directions et mission transversale

La DGA-AVL comprend :

- ✓ La Direction de l'Aménagement du Territoire,
- ✓ La Direction de l'Epanouissement Humain,
- ✓ La Direction de la Cohésion Economique et Sociale,
- ✓ La Direction de la Vie Educative,
- ✓ La mission transversale de coordination du Contrat de Ville.

B) Les missions des directions de la DGA-AVL

- ✓ La Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT)

Elle assure trois missions principales :

- Exercer les compétences communales en matière d'urbanisme réglementaire et de planification,
- Mettre en œuvre la politique d'aménagement du Territoire,
- Gérer le patrimoine bâti et non bâti communal.

- ✓ La Direction de l'Epanouissement Humain (DEH)

Elle a pour mission de concevoir et de mettre en œuvre un projet global d'animation du territoire :

- Une politique culturelle au service de la mutation du territoire,
- Une programmation d'animation dynamique irriguant le territoire,
- Une réforme de la politique sportive,
- Une structuration de la gestion de la relation au tissu associatif,
- Une programmation pluriannuelle des travaux de réhabilitation des équipements culturels et sportifs pour les années 2015 à 2020.

- ✓ La Direction de la Cohésion Economique et Sociale (DCES)

Elle assure trois missions principales :

- Favoriser le développement d'activités et d'emplois pour les Portoïis,
- Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et de l'habitat notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- Favoriser le développement de la citoyenneté, accompagner et initier des démarches participatives, prévenir la délinquance.

- ✓ La Direction de la Vie Educative (DVE)

Elle a pour mission de contribuer à la réussite scolaire en :

- Proposant un cadre de vie agréable favorisant les apprentissages,
- Offrant une restauration de qualité aux élèves du primaire,
- Contribuant à donner aux enfants et aux jeunes les moyens de construire leur personnalité par l'éducation à l'autonomie,
- Contribuant à l'accompagnement à la parentalité.

- ✓ La mission transversale de coordination du contrat de ville (CDV)

Elle a en charge :

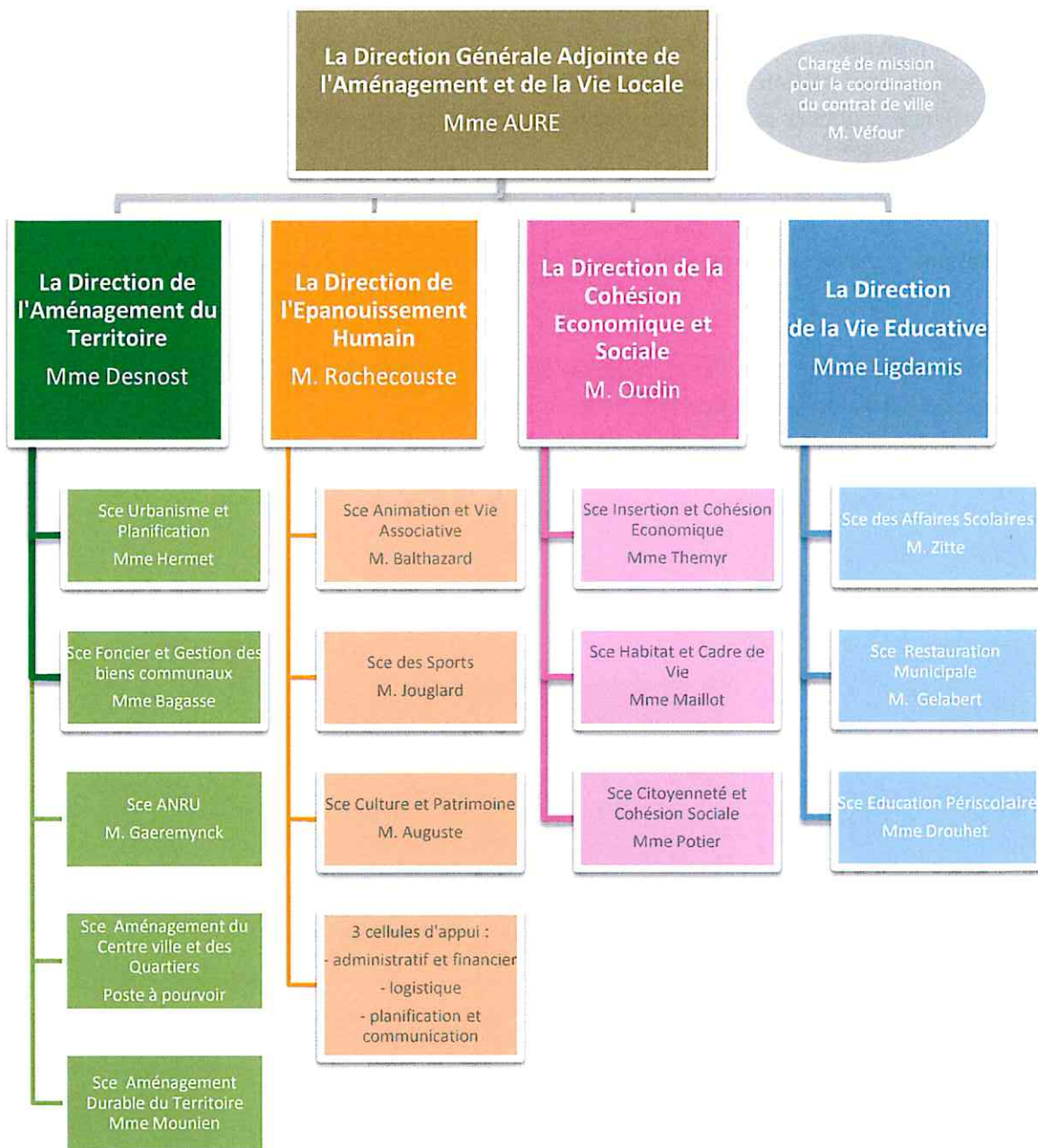
- L'élaboration, le pilotage, l'évaluation du dispositif contrat de ville 2015–2020,
- La coordination des acteurs en interne et en externe.

2. Organigramme

A) Vue globale



B) Schéma détaillé



3. Les bilans d'activité

3.1 La Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT)

La DAT compte cinq services :

- Urbanisme et Planification,
- Foncier et Gestion du Patrimoine,
- ANRU,
- Aménagement du Centre-ville et des Quartiers,

- Aménagement et Développement Durable.

Les faits et chiffres marquants pour l'année 2015 :

➤ **Urbanisme**

Au cours de l'année 2015, le service a poursuivi la mise en œuvre de la révision du Plan Local d'Urbanisme et l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Nombre de permis délivrés : 164 décisions :

- 88 pour des logements (240 logements),
- 30 pour des activités économiques,
- 46 autorisations pour les autres types de demandes (permis modificatifs, annulations, extensions logements individuels...).

Nombre de certificats d'urbanisme délivrés : 240.

Nombre de déclarations préalables accordées : 68.

Les faits marquants de l'année :

- Le dépôt et l'instruction des permis pour l'extension de la galerie commerciale Sacré Cœur, la délocalisation du magasin « Weldom », un centre de dialyse et un parking en silo en extension de la clinique des Orchidées,
- En lien avec le service juridique, le suivi de l'action contentieuse engagée par la Ville contre Vinci pour la construction sans autorisation de centrales à béton dans la zone arrière portuaire,
- La modification simplifiée du PLU pour sa mise en compatibilité avec le Projet d'Intérêt Général (PIG) du Grand Port Maritime De La Réunion (GPMDLR).

➤ **Foncier et gestion du Patrimoine**

Nombre de déclarations d'intention d'aliéner traitées : 188.

Nombre de demandes d'alignement traitées : 215.

Transactions foncières réalisées en 2015 par la Ville et/ou ses concessionnaires dans le cadre des opérations d'aménagement :

- Achats : 8 parcelles sur les opérations RHI et ANRU pour un montant global de 567 K€ et une superficie totale de 2 018 m².
- Ventes : 38 parcelles sur les opérations RHI, ANRU, ZAC Mascareignes et Rivière des Galets pour un montant global de 18,2 M€ et une superficie totale de 8,2 hectares.

➤ **Résorption de l'habitat insalubre et renouvellement urbain**

Nombre de familles relogées en 2015 : 48.

Nombre de logements en phase de réhabilitation (chantier démarré) : 254.

Nombre de logements en chantier : 70.

➤ **Diversification de l'offre de logements**

Commercialisation de 20 parcelles à bâtir dans le cadre de la ZAC Rivière des Galets.

Finalisation des études de maîtrise d'œuvre pour 36 PSLA (locations/ventes intermédiaires) et 32 PLS (locations intermédiaires) sur les secteurs centre-ville et Butte Citronnelle.

Le fait marquant de l'année : le report de la programmation des 76 logements de la résidence services « La Palmeraie » à destination des personnes âgées et à mobilité réduite sur le Mail de l'Océan. Des négociations sont en cours avec le groupement SIDR/DOMUS VI, la DEAL et la CGSS pour boucler le montage financier et le modèle économique.

➤ **Ville et ports, ville et activités portuaires et connexes**

ZAC « La Ville est Port » :

- Poursuite des études d'actualisation du plan d'aménagement par la SEDRE,
- Obtention d'une subvention de l'ADEME pour la dépollution des sols.

Installations classées pour la protection de l'environnement :

- 11 dossiers instruits dont 03 en enquête publique, 04 en cessation d'activité et 04 nouvelles demandes d'installation,
- 08 convocations en CODERST dont 05 pour le chantier de la Nouvelle Route du Littoral.

Activités portuaires :

- Mise en compatibilité de PLU avec le PIG du GPMDLR,
- Lancement des réflexions d'aménagement aux côtés du TCO et du Département pour l'aménagement de la Zone Arrière Portuaire (ZAP).

Les faits marquants de l'année :

- L'inauguration et la mise en service de la nouvelle darse de plaisance,
- La réhabilitation de la base nautique des Mascareignes,
- La mise à disposition d'une première grande maison des ingénieurs à la Ville,
- L'installation de la base arrière du chantier de la NRL dans la ZAP sans consultation et autorisation préalable de la ville du Port.

3.2 La Direction de l'Épanouissement Humain (DEH)

La DEH est composée de trois services et trois cellules transversales :

- Le service Animation et Vie Associative,
- Le service des Sports,
- Le service Culture et Patrimoine,
- La cellule administrative et financière,
- La cellule logistique,
- La cellule planification et communication.

Les faits et chiffres marquants pour l'année 2015 :

➤ **Animation**

La mise en place d'une programmation d'animations irriguant le territoire, basée sur des récurrences et des temps forts, en étroite collaboration avec l'Office Municipal des Sports (OMS) et les trois centres sociaux :

- Kabar fin de vacances,
- Village vacances,
- Festival de l'humour,
- Littoral Jazz,
- Tipicnic Exo FM.

La mise en place d'une équipe d'animation de proximité (8 correspondants de quartier) afin d'accompagner les projets d'animation de quartier ou de sortie des habitants pour un montant global de 43 050 euros.

Les faits marquants de l'année :

- Les premiers Kabar fin de vacances sur la place des cheminots,
- Le Tipicnic Exo FM dans le Parc Boisé.

➤ **Vie associative**

Elaboration et mise en place d'une procédure partagée avec les services sectoriels pour la structuration des relations entre la Ville et les associations.

62 demandes de subventions enregistrées,
62 projets accompagnés pour un montant global de 5,5 millions d'euros.

Ventilation par politique publique :

- Sport : 19 projets pour un montant global de 1,6 million d'euros,
- Culture et patrimoine : 11 projets pour un montant global de 1,1 million d'euros,
- Vie associative : 2 projets pour un montant global de 77 800 euros,
- Centres sociaux et culturels : 3 projets pour un montant global de 1,3 million d'euros,
- Action sociale : 16 projets pour un montant global de 1,2 million d'euros,
- Vie éducative : 8 projets pour un montant global de 33 000 euros,
- Divers : 3 projets pour un montant global de 101 000 euros.

➤ **Sports**

Travaux et entretien des sites sportifs : 1,7 million d'euros dont 1,6 million pour le Complexe Sportif Municipal, la Base Nautique des Mascareignes et le Stade Lambrakis pour l'accueil des compétitions des Jeux des Iles.

Manifestations sportives : 162 manifestations accueillies avec un appui logistique – coût sur l'année : 213 861 euros.

Compétitions : 949 compétitions accueillies, toutes ligues et tous comités confondus.

Fréquentations des sites : 692 214 visiteurs soit 101 738 de plus qu'en 2014.

Les faits marquants de l'année :

- L'accueil des compétitions et des festivités autour des Jeux des Iles,
- La réalisation et la mise en service du premier plateau de Street Work Out sur le littoral Nord.

➤ **Culture et patrimoine**

Elaboration et signature du Pacte culture en août 2015.

Elaboration et engagement dans un Contrat Territorial Lecture en décembre 2015.

Lancement du projet « Friche culturelle et économique » en co-maîtrise d'ouvrage avec le TCO, subventionné par la DAC OI.

Mise en place de rendez-vous culturels récurrents :

- Littoral Jazz,
- Ozart des rues.

Lancement du projet « Ville Musée » en partenariat avec le centre social et culturel Cœur Saignant, le Village Titan et les bailleurs.

Les faits marquants de l'année :

- La signature du Pacte Culture avec l'Etat,
- L'exposition « Du Graffiti dans les voiles » en préfiguration du projet « Friche culturelle et économique »,
- L'accueil de graffeurs de renommée internationale dans le cadre du projet « Ville Musée » sur la ZAC et la ZUP.

3.3 La Direction de la Cohésion Economique et Sociale (DCES)

La DCES est composée de trois services et porte une mission transversale, le Contrat de Ville.

Les services sont :

- Le service Habitat et Cadre de Vie,
- Le service Insertion et Cohésion Economique,
- Le service Citoyenneté et Cohésion Sociale.

L'équipe du Contrat de Ville est composée de :

- Trois chefs de projet ventilés dans les trois services : ce sont des chefs de projet thématiques,
- Une assistante administrative.

La coordination est assurée par un chargé de mission auprès de la Directrice Générale Adjointe AVL.

Les faits et chiffres marquants pour l'année 2015 :

➤ **Habitat et Cadre de Vie**

Création du service par le transfert d'activités et de ressources humaines portées jusqu'à présent par :

- Le CCAS : appui au logement pour les demandes de logement social et le Contrat Local de Santé,
- Le service juridique : gestion des LTS communaux,

- La direction de l'Aménagement du Territoire : gestion des fins de RHI.

Le service assure également l'élaboration, le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation du Contrat de Ville 2015-2020 pour le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » et a également en charge l'animation du partenariat et le suivi de la mise en œuvre des actions des bailleurs relevant de l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière Patrimoine Bâti (TFPB).

L'année 2015 a été dédiée à la mise en place du service :

- Transfert et recrutement du personnel,
- Mise en place des procédures d'instruction (gestion des commissions d'attribution de logements sociaux, gestion des LTS communaux, etc.).

Elle a également été dédiée :

- Aux diagnostics et réunions préalables à la rédaction et à la signature de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB,
- Au suivi de la mise en œuvre des premières actions du Contrat de Ville 2015-2020 pour le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain ».

Nombre de compromis de vente LTS signés : 21,

Nombre de demandes de logement traitées : 1 860 passages en CAL,

Nombre d'attributions de logement traitées : 550.

Les faits marquants de l'année :

- La signature de la convention avec la Mutualité de la Réunion dans le cadre de la lutte contre le diabète en mai 2015,
- La « Fraich'Attitude » dans le cadre du Contrat Local de Santé,
- La signature de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB le 31 décembre 2015.

➤ **Insertion et cohésion économique**

Création du service par le transfert des activités et des ressources humaines portées jusqu'à présent par :

- La DAT : accueil et orientation des porteurs de projets économiques et touristiques,
- Le service animation, vie associative et CUCS (Contrat urbain de cohésion sociale) : insertion / formation / lien avec les partenaires de l'emploi.

Le service assure également l'élaboration, le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation du **Contrat de Ville 2015-2020** pour le pilier « Développement économique et emploi ».

Enfin, il a en charge l'élaboration, le pilotage et le suivi de la stratégie d'appui au développement de l'Economie Sociale et Solidaire, priorité de la nouvelle mandature.

Les actions significatives menées en 2015 sont :

- Le lancement de la démarche « Entreprises et territoire » (action CDV),
- L'accompagnement d'un groupe de femmes du centre social « Ancienne Bibliothèque » sur un projet cuisine : « Effet Mère »,
- La mise en place du partenariat avec l'APSA, Liaison, le Kabardock pour un groupement d'employeurs multisectoriels,
- Le lancement des rencontres dans les quartiers avec la Coopérative d'Activités et

d'Emplois et les sentinelles de l'emploi de l'AGIDESU (identification des talents des quartiers),

- L'étude avec la CCIR sur l'identification des besoins non satisfaits (action CDV),
- Les rencontres avec des partenaires et des porteurs de projets potentiels dans le cadre de l'ESS et de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales (GPECT).

Les faits marquants de l'année sont :

- Le Village de l'ESS,
- L'ouverture du premier bureau d'information touristique de l'Office du Tourisme Intercommunal au Port (friche culturelle et économique),
- La mise en place d'un comité partenarial avec l'Association des Commerçants du Port, les chambres consulaires et la DIECTTE pour :
 - ➔ Le lancement de la phase opérationnelle de la requalification du Marché Couvert (appel à candidatures pour les locaux commerciaux),
 - ➔ La candidature de la Ville à l'appel à projets national FISAC.

➤ **Citoyenneté et Cohésion Sociale**

Le service Citoyenneté et Cohésion Sociale a été créé en 2016 avec l'affectation de Madame Potier, coordonnatrice Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), au poste de responsable du service.

Néanmoins des actions ont été menées en 2015 dans le cadre de la Stratégie Territoriale de Sécurité de Prévention de la Délinquance (STSPD), de la « Maison du Citoyen » et du Contrat de Ville.

S'agissant de la STSPD :

- Sept axes de travail, dont les dispositifs de coordination avec la Police Nationale, la Police Municipale, les bailleurs sociaux, les établissements scolaires, les transporteurs ont été identifiés,
- Dix-huit fiches actions avec quatre actions nouvelles concourant à accompagner les jeunes en situation de récidive, la mise en place de la Police Municipale, la permanence d'un travailleur social au sein du commissariat, une action de médiation par les pairs au sein des établissements du secondaire ont été développées.

En matière de prévention des violences intrafamiliales, une session de formation à destination des professionnels des centres sociaux culturels a été mise en place avec le concours de l'AASSPIF (Association d'Action Sociale et Sanitaire pour la Prévention, l'Insertion et la Formation). La structure porteuse du projet ayant fermé, les ateliers prévus avec le public n'ont pas pu être réalisés.

S'agissant de la Maison du Citoyen :

Nombre de personnes accueillies : 4 306 personnes,

Nombre de dossiers traités : 3 069 dossiers,

Structures : SPIP, PJJ-STEMO, ASSPIF, SCJE, Médiateur/délégué du procureur, Conciliateur de justice, ARAJUFA, ARPEJE.

S'agissant du Contrat de Ville :

- Pilier « Citoyenneté et valeurs de la république » : Deux actions ont été menées dont le lancement de la démarche de création des conseils citoyens,
- Pilier « Cohésion sociale » :
 - ➔ Quatorze actions ont été suivies afin de promouvoir la réussite éducative dont huit dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE),
 - ➔ Neuf actions ont été suivies dans l'objectif de soutenir les familles.

Les faits marquants de l'année :

- La réouverture de la « Maison du Citoyen » sur l'avenue Raymond Vergès après près de deux ans de fermeture suite à un incendie,
- L'action « Ville Musée » portée par le Centre social Cœur Saignant et le « Village Titan »,
- L'action « Percus'Trad » qui a permis de toucher 1300 élèves sur 2015 et qui se poursuit en 2016,
- L'action « Récup'Art » qui a permis à 140 personnes de s'initier au bricolage et de fabriquer du petit mobilier à partir de matériaux de récupération.

3.4 La Direction de la Vie Educative (DVE)

La DVE est composée de trois services :

- Le service des Affaires Scolaires,
- Le service Restauration Municipale,
- Le service Education Périscolaire.

Les faits et chiffres marquants pour l'année 2015 :

➤ Vie scolaire

- 5 673 élèves inscrits en 2015 :
 - 3 679 en élémentaire,
 - 1 994 en maternelle.
- 29 écoles de proximité avec une capacité d'accueil globalement confortable en raison de la baisse des effectifs scolaires.
- Les écoles du Port enregistrent 232 élèves de moins qu'en 2013/2014 ; les secteurs les plus touchés sont la ZAC et la SIDR.

Le service a enregistré et instruit 1 184 demandes d'inscriptions (597 en maternelle et 587 en élémentaire) dont 384 demandes de dérogations (183 en maternelle et 201 en élémentaire).

Afin de limiter la baisse des effectifs, la Ville a mis en place une communication particulière et a lancé un dispositif d'accueil adapté (reconduction de la classe passerelle et mise en place de deux dispositifs passerelle) des enfants de moins de 3 ans, y compris ceux n'habitant pas le territoire. 104 enfants de moins de 3 ans sont accueillis sur les écoles du Port.

Les actions significatives menées en 2015 :

- Une réflexion sur l'optimisation des ressources notamment en maternelle avec l'arrivée des

- effectifs liés aux activités périscolaires,
- La mise en place d'un outil en ligne partagé avec les services techniques et les directeurs d'écoles pour les réparations et l'entretien du bâti scolaire,
- L'élaboration d'une programmation pluriannuelle de travaux sur les bâtiments scolaires, de renouvellement du mobilier des salles de classes et réfectoires, de renouvellement des équipements de cuisine, d'équipement des BCD et classes en matériel numérique dans le cadre du plan Ecole numérique.

➤ **Restauration municipale**

- 4016 rationnaires :
 - 2379 en élémentaire,
 - 1637 en maternelle.

Les actions significatives menées en 2015 sont :

- La consultation pour le renouvellement des marchés de fournitures de denrées alimentaires pour une durée de 3 ans : 66 lots dont 56 attribués en 2015. Sur les 10 lots infructueux, 9 ont été relancés début 2016 et sont en cours d'attribution,
- La consultation pour l'achat de mobilier pour les réfectoires,
- La consultation pour l'achat de matériel et d'équipements pour la restauration scolaire : cuisine centrale et offices dans les réfectoires.

Les faits marquants de l'année :

- La Fraich'Attitude,
- La Semaine de la Gastronomie,
- Les journées Apidays : mise en valeur du miel produit par les ruchers de la Ville,
- La Semaine Créole.

➤ **Education périscolaire**

S'agissant des activités périscolaires :

Signature du Projet Educatif de Territoire (PEDT).

Déploiement des activités périscolaires sur l'ensemble des écoles après la période expérimentale de 2014 en partenariat avec le secteur associatif (150 agents communaux dédiés).

Formation BAFA et à la connaissance du contexte territorial pour les animateurs (300k€).

Mise en place d'un dispositif différencié :

- 3 heures de TAP gratuites réparties en 2 jours,
- 3 heures contre une contribution d'1€/jour/enfant réparties sur 2 jours.

1 628 élèves inscrits en activités gratuites,
712 élèves inscrits en activités avec contribution.

5 546 euros de recettes,
4 393 euros d'impayés soit 44 % du montant des recettes attendues.

Parentalité et parcours petite enfance / école :

Lancement des réflexions avec le CCAS et la CAF pour :

- La création de la « Maison de l'Éducation et de la Parentalité »,
- La mise en place de parcours d'accueil entre accueil petite enfance et école à travers des dispositifs passerelle en maternelle, pour un accueil adapté et une intégration douce des moins de 3 ans à l'école.

4. Les projets de mandature

+ La réhabilitation des logements et l'amélioration du cadre de vie

Les opérations de résorption de l'habitat insalubre et de renouvellement urbain engagées se poursuivent.

En parallèle, des études ont été engagées en partenariat avec le TCO et le DEAL pour le lancement d'un nouveau programme de renouvellement urbain sur le secteur Ariste Bolon / SIDR Haute. Le quartier a été retenu comme site prioritaire par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) et intégré au Contrat de Ville 2015-2020.

La signature de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB, le 31 décembre 2015, permettra de mobiliser près de 855 000 € des bailleurs en 2016 à destination de l'amélioration du cadre de vie.

+ Une offre de logements libres et intermédiaires

La commercialisation de 24 lots libres sur le secteur de la Rivière des Galets a permis de répondre à la demande de ménages actifs souhaitant vivre ou revenir vivre sur Le Port.

En parallèle, quatre programmes de logements intermédiaires en accession et en location sont engagés avec la SODIAC et la SEMADER :

- PSLA Butte Citronnelle (SODIAC),
- PLS Butte Citronnelle (SODIAC),
- PSLA Véga (SEMADER),
- PLS Amarantes (SEMADER).

+ La réhabilitation des équipements sportifs

Une programmation pluriannuelle a été arrêtée.

En 2015, le complexe sportif municipal, la base nautique des Mascareignes et le stade Lambrakis ont fait l'objet de travaux.

Des subventions ont été obtenues du TCO et de la Région pour la première tranche de la réhabilitation de la piscine Jean Lou JAVOY, à savoir la construction de nouveaux vestiaires et d'un espace de restauration.

Pour la réhabilitation des sites de proximité, des subventions ont été obtenues du Contrat de Ville pour les plateaux Pougary et ZUP.

✚ La réalisation d'aires de pratique sportive libre de plein air

Le premier plateau de Street Work Out a été réalisé et livré sur le Littoral Nord.

L'étude de programmation « Fil Vert » permettra d'identifier les autres sites porteurs pour ce type d'équipement.

✚ La valorisation du patrimoine

Le projet « Friche culturelle et économique » a été lancé avec les premiers travaux sur l'ancienne poste et l'une des grandes maisons d'ingénieurs.

Une première consultation pour l'étude de programmation a été lancée puis déclarée sans suite. Elle est relancée en 2016.

Un diagnostic sur le patrimoine végétal de la Ville a été lancé en partenariat avec la DAC OI dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme dans l'objectif d'un PLU patrimoine.

✚ L'animation dans les quartiers et la Ville

Un programme global d'animation a été mis en place par la Ville avec des rendez-vous récurrents sur l'année (Kabar fin de vacances, Festival de l'humour, Ozart des rues, Littoral jazz, etc.). En parallèle, des initiatives habitants ont été accompagnées via les centres sociaux.

✚ La réussite éducative

Les actions visant à améliorer l'accueil dans les écoles se sont poursuivies avec notamment la mise en place d'un outil en ligne de communication entre la DVE, les services techniques et les directeurs d'écoles pour l'entretien des locaux et installations.

Les activités périscolaires ont été déployées sur toutes les écoles dès la rentrée 2015 dans le cadre d'un PEDT.

Le Programme de Réussite Educative a été reconduit avec le lancement d'une étude d'opportunité pour une troisième équipe sur le secteur de Titan.

Le nouveau Contrat de Ville 2015-2020 a fait de cette orientation stratégique sa priorité.

D- La Direction Générale Des Services Techniques

I. Présentation des directions et mission

La Direction Générale des Services Techniques regroupe l'ensemble des directions opérationnelles de la Collectivité à savoir :

- ✓ La Direction des Infrastructures,
- ✓ La Direction du Patrimoine Bâti,
- ✓ La Direction de l'Environnement,
- ✓ La Direction des Travaux de Proximité.

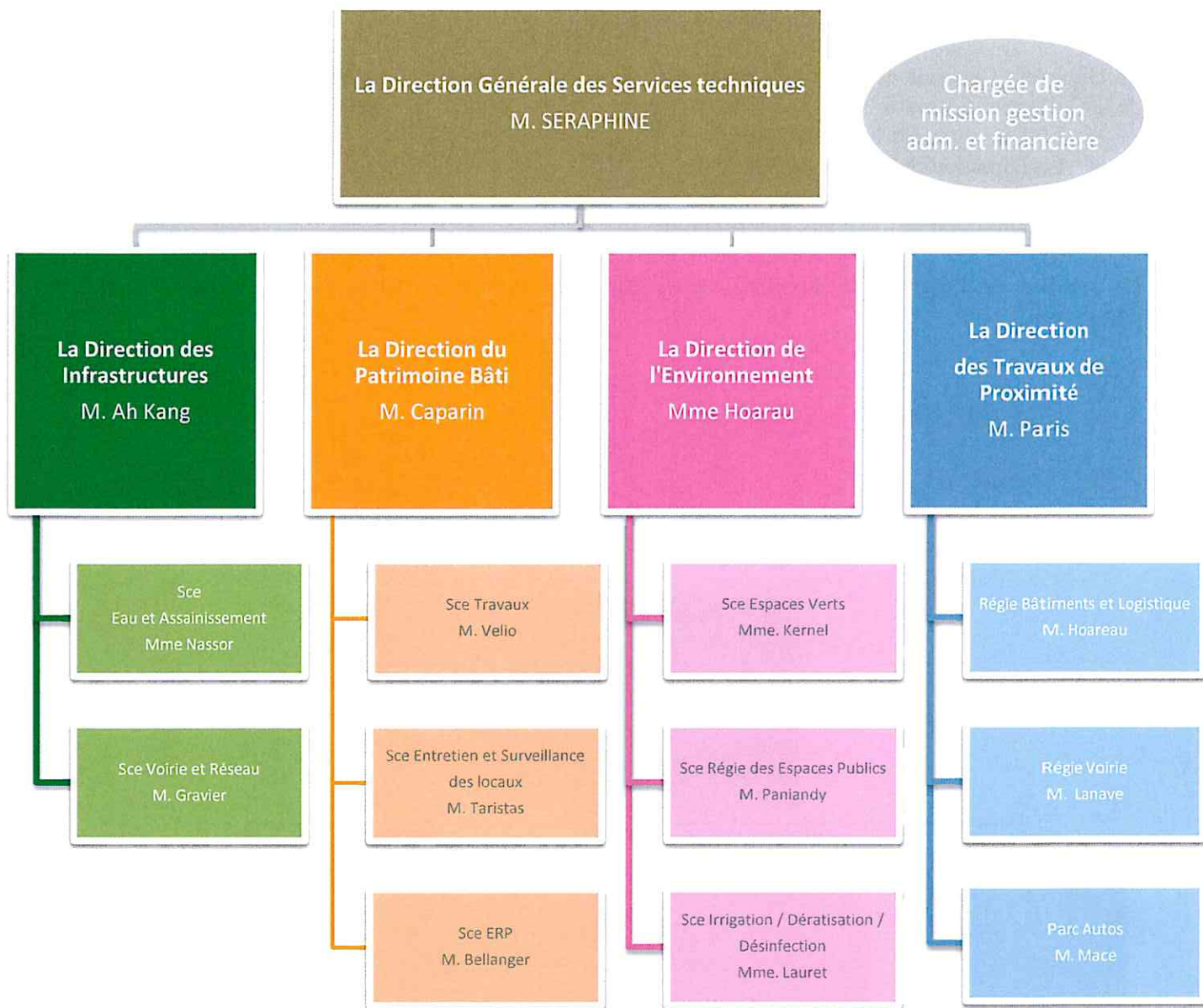
La mission essentielle de la direction est d'offrir et de garantir un cadre de vie de qualité à la population.

2. Organigramme

A) Vue globale



B) Schéma détaillé



3. Les bilans d'activité

L'année 2015 a été marquée :

- ✓ Pour la Direction de l'environnement, par l'élaboration et la validation du plan de l'environnement et de la propreté,
- ✓ Pour la Direction des infrastructures, par la réalisation de travaux de proximité dans le domaine routier et par la mise en place de dispositifs de sécurisations routières,
- ✓ Pour la Direction du patrimoine bâti, par la poursuite du programme de réhabilitation des établissements scolaires et des sites sportifs pour l'accueil des Jeux des Iles.

3.1 La Direction de l'Environnement

Le budget d'investissement 2015 de la Direction de l'environnement s'élève à environ 165 000 € :

- ✓ 74 000 € ont été consacrés aux travaux de proximité (installation des toilettes sèches incluse),
- ✓ 46 000 € ont permis l'acquisition de matériel des espaces verts pour les services de l'environnement, des sports et du cimetière,
- ✓ 25 000 € ont été alloués aux travaux de réparation des réseaux d'irrigation,
- ✓ 20 000 € ont été consacrés à la réfection des aires de jeux.

➤ Le Plan de l'Environnement et de la Propreté

Le Plan de l'Environnement et de la Propreté de la ville du Port a été approuvé en Conseil Municipal le 06 octobre 2015.

Ce Plan établi sur 5 ans (2015-2020) se décline en 3 axes stratégiques :

- Axe I : Propreté et gouvernance urbaine,
- Axe II : Embellissement de la Ville,
- Axe III : Démarche participative.

L'articulation de ces trois axes vise à définir et à mettre en œuvre une stratégie de mise en proportionnalité des politiques publiques en matière de propreté urbaine sur les cinq années à venir.

Chaque axe stratégique a été décliné en finalités regroupant chacune des actions opérationnelles. 28 actions constituent la feuille de route opérationnelle du Plan.

Axe I : Propreté et gouvernance urbaine (8 actions)

- ✓ Finalité I.1 : Responsabiliser les acteurs (sensibilisation et répression),
- ✓ Finalité I.2 : Supprimer les déchets abandonnés sur la voie publique (supprimer les dépôts sauvages et diminuer les points de regroupements),
- ✓ Finalité I.3 : Améliorer l'évacuation des VHU et véhicules ventouses,
- ✓ Finalité I.4 : Créer une synergie entre les différents acteurs (mise en place des comités de pilotage et technique).

Axe II : Embellissement de la Ville (8 actions)

- ✓ Finalité II.1 : Développer les espaces « végétalisés » (embellissement des quartiers),
- ✓ Finalité II.2 : Valoriser les actions sur le patrimoine existant (mise en valeur et découverte du patrimoine arboré de la ville),
- ✓ Finalité II.3 : Renforcer le patrimoine arboré (mise en place d'arbres endémiques).

Axe III : Démarche participative (12 actions)

- ✓ Finalité III.1. : Développer une communication de proximité (définir des supports et relais de communication efficace),
- ✓ Finalité III.2 : Sensibiliser les acteurs à leurs obligations (responsabiliser les acteurs vis-à-vis de leurs déchets).

Sur les 25 actions prévues pour l'année 2016, 12 actions sont en cours et/ou ont été mises en œuvre, soit un état d'avancement de 48% au 31 mars 2016.

Ces actions et leur état d'avancement sont détaillés ci-dessous :

ACTIONS EN COURS	ETAT D'AVANCEMENT
Suppression et embellissement des dépôts sauvages	19 réalisés en 2015 11 effectués en 2016
Identification et diminution des points de regroupements des encombrants et des déchets verts	Action engagée sur le quartier de la SIDR.
Optimisation de la mise en place des corbeilles à papier	Inventaire effectué.
Embellissement des quartiers et des abords des écoles	14 embellissements effectués en 2015. 5 embellissements réalisés en 2016.
Développement des jardins partagés	Sites et porteurs potentiels identifiés.
Réalisation d'un inventaire des arbres existants	Pré-diagnostic sur les espaces remarquables réalisé.
Création de support de communication avec les enfants	Concours dans le cadre des TAPS en cours (fin en mai). Définition des agendas scolaires pour mise en valeur des réalisations des enfants en cours.
Intégration et déclinaison des messages « environnementaux » dans les événements et actions déployés sur la Ville	Evénementiels identifiés Mise en place pour le pique-nique EXO FM envisagée.
Mise en place de guichets déchets	Mis en place depuis octobre 2015 avec SHLMR, SIDR et SEDRE. Tenue de stands mensuels => Plus de 1000 Portois sensibilisés depuis octobre 2015.
Développement des actions avec les bailleurs sociaux au cœur des habitations	En cours de mise en œuvre avec la SIDR.
Renforcement des actions de sensibilisation sur les marchés forains.	Débuté les 30/03 et 01/04 : 2 stands animés sur la thématique de la réutilisation des objets pour réduire les déchets. Action prévue tous les 2 mois sur des thèmes différents.

➤ **Opération « Vide Fond de Cour »**

L'opération « Vide Fond de Cour » s'est déroulée du 18/02/2015 au 12/03/2015 sur l'ensemble du territoire. Cette action consistait à proposer dans chaque quartier la présence de bennes dans lesquelles les administrés pouvaient déposer leurs déchets (« déchèterie mobile ») et un stand de sensibilisation à la gestion des déchets.

Cette mise à disposition était accompagnée de collectes accentuées dans les quartiers et d'une distribution en porte-à-porte de kits de raticide.

Cette opération a permis de collecter :

- ✓ 128 dépôts sauvages,
- ✓ 77 tonnes d'encombrants et 1.82 tonnes en déchèterie mobiles,
- ✓ 27 tonnes de déchets verts et 56 tonnes de déchets verts en collectes supplémentaires,
- ✓ 194 tonnes de gravats et placo-plâtre.

322 Kits de raticide ont été distribués en porte-à-porte,

214 Véhicules en voie d'épavisation ont été recensés,

100 trous occasionnés par la collecte en grappin ont été rebouchés,

66 personnes ont été sensibilisées sur les stands d'information.

➤ **Suppression des dépôts sauvages et embellissements**

19 suppressions de dépôts sauvages par embellissements ont été réalisées en 2015.

QUARTIER	SITE
SAY PISCINE	Site Bar Alain (croisement rue Bizet et allée Bossuet)
VIEILLE VILLE	Rue Jeanne d'Arc
SAY PISCINE	Site CSC (croisement rues Bataille coq et Bizet)
SAY PISCINE	Site Feu Rouge (croisement rue Bretonneau et allée Blanche)
SIDR/ARISTE BOLON	6 allée Marcel Proust
RDG	Espace Carambole
EPUISEMENT	Rue E. de Parny
VIEILLE VILLE	Rue A. Croizat
ZUP	Rue André Suarez (avant l'entrée vers le stade Lambrakis)
OASIS	Rue Leonard de Vinci (devant l'école A. Delpha, proche de la borne à verre)
SIDR/ARISTE BOLON	Av Monseigneur Roméro (côté de l'arrêt de bus)
ZUP	26 rue Jean Jaures
ZAC	Rue Louis Aragon
RDG	Terrain de sable
SAY PISCINE	Rue Bella Bartoc
ZUP	Angle des rues Martin Luther King et George Sand
ZUP	Rue Diego Suarez
ZUP	Près école P Kergomard près du boulodrome
ZAC	Terrain Elcaman

Objectif fixé dans le Plan de l'Environnement et de la Propreté : 20 suppressions de dépôts sauvages par an, suivies d'un embellissement.

En 2015, un taux de réalisation de 95% a été atteint pour cette action.

De janvier à mars 2016, **11 résorptions de dépôts sauvages suivies d'embellissements ont été réalisées.**

Quartier	SITE
SIDR	Rue de la Martinique et allée H Berlioz (accès boitier France télécom)
	Place Walter Scott rue de la Guadeloupe
	Angle rue de la Guadeloupe et allée Saint Simon (coffret Orange)
	Allée Bébel et ROMERO
	Allée Bernanos et ROMERO
	Rue Pierre Monate contre le mur station (P5D)
	Ruelle des Limites (parking ex Spencer)
	Rue Herbert Spencer face ex Spencer
RDG	Rue Bela Kun
Vieille Ville	Rue Général Emile Roland
ZUP	Rue Salvador Allende

➤ **Les opérations « Il fait bon vivre dans mon quartier »**

En 2016, 3 quartiers ont été définis pour décliner l'opération « il fait bon vivre dans mon quartier » : SIDR, ZUP et RDG.

L'objectif de ces opérations est de concentrer sur 3 mois les moyens des différents partenaires (TCO, cycléa, bailleurs...) afin d'améliorer de manière perceptible et pérenne le cadre de vie des habitants.

Des actions de diagnostic, de collecte de déchets, de résorption/embellissement des dépôts sauvages, d'identification de lieux pour déposer les déchets, un questionnaire pour cibler les actions à mener et des opérations de sensibilisation ont été réalisés.

➤ **Entretien des espaces verts**

Les espaces verts de la ville du Port représentent 180 hectares dont :

- ✓ 84 ha d'espaces verts (quartiers, ceinture boisée, littoral Nord, forêt communale...),
- ✓ 50 ha d'accotement de voies,
- ✓ 40 ha de parcs et jardins,
- ✓ 4 ha de cours d'écoles,
- ✓ 2 ha d'espaces verts des bâtiments publics.

Cette superficie correspond à 47 m² d'espaces verts par habitant, la moyenne nationale étant de 37 m² par habitant.

En 2015, la tonte et le débroussaillage effectués en régie a représenté une surface de 1 249 hectares soit une moyenne de 104 hectares par mois.

	Superficie débroussaillée en 2015 (ha)
Ceinture boisé	45
Littoral Nord	240
Avenues	264
Parcs et jardins	480
Quartiers	156
Ecoles	48
Accotements de voies	16
TOTAL	1249

➤ Réfection des aires de jeux

La commune du Port possède et entretient 21 aires de jeux sur différents sites :

- ✓ 13 aires de jeux en cours d'écoles maternelles (A.HOAREAU ; Y.BIGOT ; R.MICHEL ; H.WALLON ; A.BOLON ; F.DOLTO ; G.THIEBAULT ; G.BARRET ; R.FRUTEAU ; B.HOAREAU ; E.DAYOT ; L.VERGES ; I.GRONDIN.),
- ✓ 1 aire de jeux en crèche,
- ✓ 7 aires de jeux sur les espaces publics.

9 aires de jeux ont fait l'objet de réparations en 2015.

QUARTIER	DESCRIPTION
OASIS	Ilot cœur saignant : Remplacement sièges et pose de jeu Le Quattro.
RDG	Ecole E DAYOT mat : Remplacement filet à grimper.
	Ecole E Grondin : Remplacement gazon synthétique.
	Cité Carambole : Remplacement poignets sur le jetski.

QUARTIER	DESCRIPTION
SACRE CŒUR	Ecole B Hoareau : Pose de dalle béton sous le cadre à grimper.
SACRE CŒUR	Place A PARE : Remplacement assise sur jeu grenouille.
	Ecole A Hoareau : Remplacement filet sur cadre à grimper.
TITAN	Ecole H Wallon : Remplacement du filet à grimper.
VIEILLE VILLE	Ecole Y BIGOT : Remplacement sièges jeux à ressorts.

➤ **Irrigation des espaces verts**

Les opérations de contrôle et de réparations des réseaux existants, réalisées en 2015, sur le territoire sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Lieux d'intervention	Intervenant	Nombre de sites contrôlés en moyenne par mois	Nombre de réparations effectuées
Parcs, Plateaux sportifs, accompagnements de voies, cimetières, écoles, Littoral Nord....	Régie	25	586
Parc Boisé	Prestataire		1

Une extension du réseau du stade Lambrakis a été réalisée en 2015.

➤ **Dératisation, Désinfection et Désinsectisation (3D)**

La cellule 3D réalise des opérations de veille sur le territoire. Son action de prévention s'organise comme suit :

Lieux d'intervention	Nature de l'intervention	Intervenant	Fréquence d'intervention
Cours d'écoles	Traitement larvicide	régie	1 jour/semaine
Cimetières	Traitement larvicide	régie	2 passages par mois
Espaces publics (Darse, Littoral Nord; Canal Bld des mascareignes; RDG; RN4...)	Traitement larvicide	régie	2 jours 1/2 par semaine
Ecoles-cuisine centrale	réalisation prestation 3D	prestataire	décembre-janvier
Mairie et abords, Place des cheminots; station météo, crèches	Traitement larvicide	régie	1 passage par mois
Cours d'écoles	Pose de raticides	régie	1 passage sur 5 jours
Particuliers	Distribution de Kits de raticides à la population (vid'fond de cours)	régie	16 jours de distribution

En 2015, 138 interventions ont été réalisées en régie. Celles-ci sont détaillées dans le tableau ci-après :

Lieux d'intervention	Nature de l'intervention	Intervenant	Nombre d'interventions
Ecoles; espaces publics; crèches	Dératisation	Régie	78 interventions
Ecoles; espaces publics, bâtiments publics	Désinsectisation	Régie	60 interventions

➤ Mise en place de toilettes sèches

Afin d'améliorer le cadre de Vie des Portoïis, deux toilettes sèches ont été installées (centre-ville et Littoral Nord) en 2015.

3.2 La Direction des Infrastructures

Le budget dédié aux infrastructures routières au titre de l'année 2015 s'élève à environ 1 030 000.00 € :

- ✓ 500 000.00 € pour les travaux routiers qui ont consisté essentiellement en la réalisation de divers travaux de proximité dans le domaine de l'amélioration de la sécurité routière :
 - Mise en place de 11 dispositifs spécifiques (ralentisseurs, coussins berlinois, chicanes,...),
 - Réfection des revêtements de chaussées et de trottoirs sur divers quartiers de la Ville.
- ✓ 480 000.00 € pour les travaux de réhabilitation du réseau d'éclairage public afin de poursuivre la modernisation du parc existant conformément aux orientations du schéma

directeur et de diminuer les charges de consommation par la mise en place de dispositifs d'économie d'énergie.

➤ **Gestion du domaine public**

	Demandes	Traitées	% Traitement	Observations
DT/DICT : Déclarations d'intention de commencement de Travaux	388	388	100%	ETP : 0,43
Permissions de voirie	75	75	100%	
Permissions de voirie télécom	45	9	20%	35 Permissions de SFR non traitées car en cours d'attente de convention
Arrêtés de circulation	95	90	94%	

➤ **Eclairage public**

Synthèse des dépannages

L'ensemble des interventions de dépannage concerne uniquement le réseau communal d'éclairage public.

	secteurs	Interventions sur Point Lumineux	Interventions sur rues non éclairées
1	Epuisement	9	8
2	Littoral Nord	13	6
3	Oasis	27	12
4	Rivière des Galets	82	27
5	Sacré Cœur	39	27
6	Saint Ange Doxile	32	6
7	Say Piscine	36	4
8	SIDR / Ariste Bolon	49	13
9	Titan	35	21
10	Vieille Ville	103	38
11	ZAC	27	3
12	ZAC D 2000	9	6
13	ZAC Mascareignes	2	0
14	ZI 2 & 3	5	2
15	ZUP	63	30
Nombre d'interventions		531	203
TOTAL		734	

Synthèse des travaux

	Désignation travaux	Montant (TTC)
1	Eclairage aux abords de la résidence "Le vieux Mur"	3 472,00 €
2	Renforcement éclairage rue Montpellier	1 290,66 €
3	Remplacement coffret DI suite vandalisme (incendie)	2 781,26 €
4	Eclairage aire de jeux de la cité Carambole	6 515,26 €
5	Rénovation réseaux éclairage public sur plusieurs voies de la Ville	21 909,29 €
6	Remplacement matériels signalisation tricolores suite accident	3 595,69 €
7	Remplacement matériels signalisation tricolores (contrôleur et lentilles)	8 970,78 €
8	Remplacement câbles en défaut sur divers secteurs	54 599,15 €
9	Travaux de mise en conformité réseaux éclairage (DO500 à remplacer, etc.)	73 31,75 €

➤ Doléances des riverains

Type de doléances	Nbre de demandes	Nbre ddes traitées	% traitement	Observations
VRD	98	51	52%	
ECLAIRAGE / ELECTRICITE	10	9	90%	1 demande non traitée
EAUX / ASSAINISSEMENT				
1. SPANC	5 contrôles de conception	5	100%	RAS
	8 diagnostics de l'existant	8		

Type de doléances	Nbre de demandes	Nbre ddes traitées	% traitement	Observations
2. Réseaux AEP/EU/Eaux pluviales	16 requêtes de riverains	14	87,5%	1 requête retournée au service courrier car concerne des problématiques réglementaires et urbanistiques 1 autre en cours de traitement
	11 Requêtes d'entreprises et bureaux d'études	11	100%	

➤ **EDF**

Désignation	Quantité
Nouveaux contrats EDF souscrits	8
Alimentation de camions bars	4
Branchement forains pour manifestations	6
Demandes d'interventions sur ouvrage EDF	40

3.3 La Direction du Patrimoine Bâti

La Direction du Patrimoine Bâti a pour vocation de mettre à disposition des usagers, des biens adaptés à leurs missions et à leurs besoins dans le cadre des objectifs politiques fixés par les élus, ce dans la limite des moyens financiers disponibles.

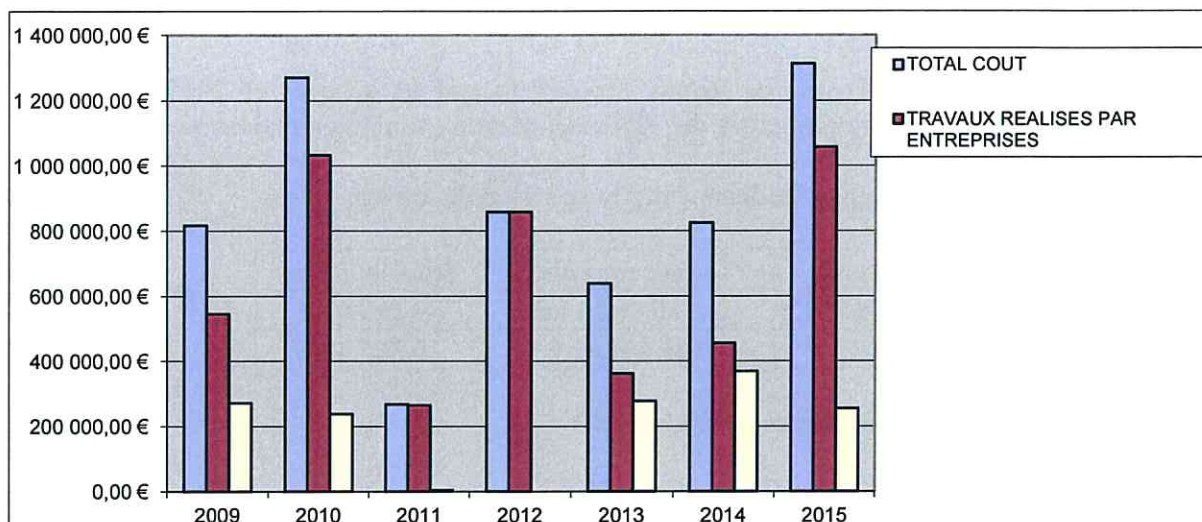
En 2015, le budget alloué à la Direction du Patrimoine Bâti s'élève à : **4 336 434 €**. Ce budget est réparti sur l'ensemble du patrimoine bâti de la Collectivité à savoir :

- Les bâtiments scolaires,
- Les bâtiments sportifs,
- Les bâtiments culturels,
- Les bâtiments culturels et associatifs,
- Les bâtiments administratifs,
- Les bâtiments de la petite enfance,
- Divers bâtiments dont les logements.

➤ **Travaux sur les écoles**

Un effort important a été fait sur les 29 écoles en 2015.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	824 730,40 €	455 785,29 €	368 945,11 €
2015	1 311 677,17 €	1 057 109,65 €	254 567,52 €



Les principaux travaux concernent la rénovation de l'école R. MONDON B, la réfection totale des sanitaires de l'école maternelle L. VERGES, la couverture des cages d'escaliers de l'école G. BARRET élémentaire ainsi que de nombreuses interventions de réhabilitation et d'étanchéités sur divers bâtiment scolaires.

➤ Travaux sur les bâtiments sportifs

L'accueil des Jeux des Iles a permis d'accélérer le programme de rénovation des équipements sportifs et de réaliser des investissements conséquents sur différents sites.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	482 527,27 €	426 277,35 €	56 249,92 €
2015	1 648 770,72 €	1 606 822,17 €	41 948,55 €

Des gros travaux ont été entrepris sur le site du stade LAMBRAKIS, notamment l'extension des tribunes portant la nouvelle capacité d'accueil à : 1157 places assises.

La toiture de la salle de compétition du complexe sportif municipal a été refaite apportant ainsi un meilleur confort thermique pour les usagers. Le parquet bois a été refait ainsi que l'éclairage sur la base des technologies « LED » permettant de réaliser des économies d'énergie.

La base nautique des Mascareignes a également été intégralement refaite.

➤ Travaux sur les bâtiments culturels

La rénovation totale de la climatisation de la médiathèque démarrée en 2014 a été achevée en 2015. Le système d'alarme incendie a été remplacé.

Divers travaux sur les équipements des friches culturels ont été réalisés.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	772 923.75 €	752 532.60 €	20 391.15 €
2015	186 273.90 €	1710572.35 €	14 701.55 €

➤ **Travaux sur les bâtiments associatifs et culturels**

Les travaux de réhabilitation du Foyer des Jeunes Travailleurs ont été achevés en 2015. Divers travaux sur les équipements de proximité ont été réalisés (réfection sanitaires maison de quartier RN4...).

Les études de réhabilitation de l'église Ste Jeanne d'Arc se sont poursuivies.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	1 213 955.75 €	1 180 662.14 €	33 293.61 €
2015	514 079.45 €	498 846.03 €	15 233.42 €

➤ **Travaux sur les bâtiments administratifs**

Divers travaux ont été réalisés afin d'améliorer l'accueil des usagers et le confort du personnel sur divers bâtiments administratifs, la mairie, la mairie annexe de la Rivière des Galets, etc.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	854 784.72 €	566 767.33 €	288 017.39 €
2015	229 633.53 €	126 462.45 €	103 171.08 €

➤ **Travaux sur les bâtiments de la petite enfance**

Divers travaux de mise aux normes ont été réalisés sur les bâtiments de la petite enfance, ainsi que les travaux de rénovation de la cuisine de la crèche Isnel AMELIN.

Les études pour la réhabilitation du jardin d'enfants et de la crèche ont été réalisées pour une programmation des travaux en 2016.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	93 925.51 €	57 950.99 €	35 974.52 €
2015	59 215.23 €	39 135.32 €	20 079.91 €

➤ **Travaux sur divers bâtiments et logements**

Les études pour la construction du nouveau centre de secours est en cours pour le lancement des travaux fin 2016.

Divers travaux ont été réalisés sur des bâtiments municipaux mis en location.

Année	Coût Total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	611 713.86 €	553 970.57 €	57 743.29 €
2015	313 236.67 €	288 002.97 €	25 233.70 €

➤ **Récapitulatif global des Travaux sur le patrimoine bâti**

Année	Coût total	Travaux entreprises	Travaux Régie
2014	4 854 561.26 €	3 993 946.27 €	860 614.99 €
2015	4 262 886.69 €	3 787 950.96 €	474 935.73 €

A- Le Service Aide et Solidarité

L'activité 2015 du CCAS a été marquée par **85 867 contacts usagers**.

- **63 349 accompagnements administratifs ont été réalisés au titre de l'Accès aux droits légaux :**
 - ✓ 1 882 demandes d'aide départementale,
 - ✓ 5 196 dossiers de sécurité sociale (CMU, ...),
 - ✓ 55 951 mesures d'accompagnement, de suivi, d'assistance et de gestion administrative,
 - ✓ 320 demandes de domiciliation au CCAS (280 ménages et 40 sans domicile fixe).

- **18 549 aides facultatives ont été examinées en commission permanente hebdomadaire (50 séances/an) :**
 - ✓ 17 476 aides alimentaires : 1 264 chèques alimentaires (CAP), 586 colis et 16 152 repas commandés pour 60 rationnaires sans domicile fixe,
 - ✓ 1073 aides financières: 490 aides de secours, 552 aides « énergie » et 31 prestations funéraires.

Engagement financier : **184 267,32 €**

- **3 889 personnes âgées ont bénéficié d'une action d'aide ou d'animation :**
 - ✓ 1 308 dossiers d'aide sociale légale,
 - ✓ 60 personnes âgées accompagnées à domicile en urgence,
 - ✓ 4 185 repas livrés à domicile à 21 personnes âgées,
 - ✓ Action « Semaine bleue des Personnes âgées»,
 - ✓ 2000 personnes âgées à la Halle des Manifestations pour les vœux de fin d'année.

Engagement financier : **85 264,74 €**

➤ **Communication**

- ✓ Contribution à l'éducation des lycéens et collégiens portoïis,
- ✓ Accueil en stage et participation des lycéens à des actions du CCAS,
- ✓ Visite du CCAS par des collégiens,
- ✓ Visite du CCAS aux journées portes ouvertes des lycées.

- **80 familles bénéficiaires d'une action d'éducation budgétaire réalisée par l'Épicerie solidaire.**

Engagement financier: **157 196,32 €**

B- La Convention Territoriale Globale (petite enfance incluse)

La Ville et la CAF se sont engagées à réaliser un programme d'action sur quatre années à destination des familles. Ce programme d'action est chiffré à 46,1 millions d'euros répartis comme suit :

- ✓ Part Ville : 28 500 000 €,
- ✓ Part CAF : 17 600 000 €.

Date de l'ancienne CTG : 2010/2013.

Date de la nouvelle CTG : 2014/2017.

➤ **Actions nouvelles réalisées en 2015**

Mission 1 : Aider les familles à concilier vie professionnelle, familiale, sociale :

- ✓ Mini-structure ti-lespas : CAF : 54935.00 € CCAS : 11111 € AUTRES : 36188 €,
- ✓ PEDT (TAP) : CAF : 120960.00 € VILLE : 467370.00 €,
- ✓ Formation BAFA : CAF : 25852.00 € VILLE : 14642.00 € autres : 1090.00 €.

Mission 3 : Accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie.

- ✓ Accompagnement et soutien à la parentalité/classe relais collège Titan :
 - CAF : 1380.00 €,
 - VILLE : 2500.00 €,
 - AUTRES : 10500.00 €.

➤ **Nombre d'enfants accueillis**

PETITE ENFANCE : 295 enfants en accueil régulier :

- ✓ Mini-structure ti lespas : accueil de 10 enfants,
- ✓ Coccinelles : 35 enfants accueillis (CAF 267089.35 € CCAS : 40888.76 €),
- ✓ APEF : 60 enfants accueillis (CAF 428529.44 € CCAS : 156000.00 €),
- ✓ Petits pandas : 40 enfants accueillis (CAF 335682 € CCAS : 10000.00 €),
- ✓ Crèche Isnelle Amelin : 70 enfants accueillis (CAF 390955.73 € CCAS : 704793.30),
- ✓ Jardin d'enfants : 60 enfants accueillis (CAF : 423164.00 € CCAS : 455116.99 €),
- ✓ Kaz timoun : 20 enfants accueillis (CAF 44201.90 € CCAS 38084.34 €).

JEUNESSE : 1755 enfants en accueil temporaire (Centre de loisirs) :

- ✓ Centres de loisirs du CCAS : 1755 enfants accueillis (CAF 80895.00€, CCAS 364677.00€).
